

Le quotidien du peuple

Organe central du PARTI COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

MARDI 18 OCTOBRE 1977 - N° 535

Commission paritaire n° 56942 - Tél : 636.73.76

1,70 F

SCHLEYER - LUFTHANSA

Campagne policière à l'échelle de l'Europe

A l'heure où nous mettons sous presse, l'avion de la Lufthansa détourné par un commando est arrivé à Mogadiscio en Somalie, après Aden et Dubaï. Après le week-end où il a laissé passer deux ultimatums concernant Schleyer et les otages de l'avion, la tactique du gouvernement de Schmidt restait celle de la temporisation.

Les actions de la RAF, motivées à l'origine par une révolte contre l'oppression impérialiste, ne servent pas aujourd'hui la cause dont elle se réclame, par des méthodes qui ne sont pas celles de la lutte révolutionnaire et de la mobilisation des masses.

Cela dit, plus que jamais la bourgeoisie allemande se sert de cette situation pour renforcer le quadrillage et la répression. Elle appelle les gouvernements européens à une solidarité et une concertation renforcées, déclenchant une campagne policière à l'échelle de l'Europe. Giscard, relayé par la presse, n'est pas le dernier à répondre à cet appel. La bourgeoisie française compte bien utiliser le thème de «la lutte contre le terrorisme» pour tenter d'imposer de nouvelles mesures contre les révolutionnaires et les travailleurs.

(Voir page 6)

PALABRES A BELGRADE

procès à Prague contre les opposants

Trois signataires de la «Charte 77» jugés pour «subversion»

Alors qu'en URSS le résistant Chtcharanski, emprisonné depuis plusieurs mois est en danger et que de plus en plus les opposants n'ont le choix qu'entre l'ex-

pulsion et la prison ou la déportation, en Tchécoslovaquie s'ouvre le procès de trois parmi les principaux signataires de la Charte 77. Alors qu'à Belgrade la commis-

sion à huis-clos sur la question des droits de l'homme commence à se réunir, il s'agit d'étouffer la voix de tous ceux qui, dans l'empire de Brejnev voulaient se saisir de la question de l'application des accords d'Helsinki pour dénoncer la dictature fasciste.

De même qu'en URSS les résistants sont toujours calomniés, assimilés à des droits communs ou internés dans les prisons psychiatriques, les opposants tchèques ne sont pas poursuivis pour leur action de soutien à la Charte 77, mais pour «subversion» et espionnage. Ils risquent jusqu'à 10 ans de prison.

(Voir page 9)

LE FESTIVAL DE LA FEMME DÉNONCÉ



Utiliser la femme pour faire vendre, ce vieux procédé a présidé à l'organisation du festival de la femme. Pour relancer le commerce des boutiques du Palais des Congrès, la Chambre de Commerce de Paris a organisé ce festival du mépris des femmes. Samedi après-midi plusieurs groupes-femmes sont intervenus pour dénoncer cette manifestation commerciale utilisant la femme comme argument publicitaire.

Le libéralisme affiché des organisateurs s'est vite révélé pour ce qu'il est, les femmes n'ont pas pu intervenir, elles ont été repoussées de la tribune et le micro leur a été coupé.

(Voir page 12)

Caen : grève des bus

- Les CRS au volant
- La grève s'étend

Dans la nuit de dimanche à lundi, les CRS casqués et armés ont agressé les grévistes de la CTC (Compagnie des transports de Caen) qui occupaient la place et les rues avoisinantes à la mairie depuis vendredi avec leurs bus.

Voulant à tout prix casser la grève, les flics avaient reçu l'ordre de prendre le volant des bus pour les emmener dans l'enceinte du parc des expositions. Dans la manœuvre, cinq bus étaient sérieusement endommagés, dont un complètement inutilisable.

Cette agression a suscité une grande colère chez les grévistes qui, lundi matin, sont partis en manifestation dans la ville.

(Voir page 3)

Assises du CNPF : l'encadrement à la rescousse

Les 2 000 patrons qui se réunissent à huis-clos lundi et mardi vont faire le bilan de leur vaste opération de propagande du week-end. Destinée principalement aux cadres, leur grande parade a voulu donner l'image d'un patronat libéral et plein de sollicitude pour les travailleurs.

Chaque jour, sur tous les lieux de travail, la réalité prouve manifestement qu'il s'agit de mensonges.

(Voir page 5)

17 OCTOBRE 1961 : LA GRANDE RATONNADE DE PARIS

16 ans après

GISCARD REND HOMMAGE A L'ARMÉE COLONIALE

Le 17 octobre 1961, la police française réprimait avec une sauvagerie inouïe une manifestation de travailleurs algériens à Paris, faisant des dizaines et des dizaines de morts.

16 ans plus tard, Giscard n'a pas hésité, au cours d'une cérémonie honteuse, à faire l'apologie de l'armée française en Algérie, donnant en quelque sorte l'absolution officielle à tous les crimes, toutes les tortures, toutes les actions impérialistes commises par la bourgeoisie française. Pour Giscard, l'armée française luttait là-bas contre le sous-développement, pour l'intérêt du peuple d'Algérie...

(Voir page 7)



LUTTES OUVRIERES

Négociations entre la Sonacotra et les directions syndicales

«C'EST AVEC LE COMITE DE COORDINATION QU'IL FAUT DISCUTER !»

Enquête de Richard FEUILLET

Depuis plusieurs mois, les directions syndicales CGT, CFDT et FO ont entrepris à la demande de la Sonacotra, une série de «négociations». Objectif officiel: «rechercher ensemble une amélioration des conditions de fonctionnement, entendues au sens le plus large, des établissements gérés par la Sonacotra». La Sonacotra serait-elle décidée à répondre aux revendications des résidents en lutte depuis trois ans. Elle affirme à ce propos «que là a toujours été son souci». Une affirmation pour le moins suspecte: pourquoi dans ce cas n'avoir pas, depuis deux ans, satisfait les exigences des grévistes? En fait, la direction de la Sonacotra tire les leçons de ces deux dernières années: ni sa tentative de négociation «Foyer par foyer» avec la complicité des révisionnistes, ni la répression n'ont réussi à casser le mouvement. Aussi emploie-t-elle aujourd'hui une autre tactique: lâcher un peu de lest pour essayer d'en finir et surtout essayer de faire oublier les revendications essentielles.

La meilleure preuve en sont les propositions qui ressortent aujourd'hui, au bout de six mois de discussions: refus d'abaisser les loyers, rien sur le renvoi des gérants racistes. Par contre, c'est le maintien des clauses répressives actuelles. Ainsi, les documents que la direction Sonacotra veut faire accepter précisent: «le contrat du résident peut être résiliable si la redevance n'est pas payée après mise en demeure».

Tout chômeur continuerait à être menacé d'expulsion du foyer, et donc de France, puisqu'il n'aurait pas de domicile! Et c'est au sujet de telles propositions que les directions syndicales affirment «qu'ils peuvent désormais constituer une base utile (!) pour la consultation des résidents»!!!

La direction de la Sonacotra se doute que de telles propositions seront refusées. Aussi, pour essayer tout de même de les faire admettre, elle parle de renvoyer momentanément (!) les affaires judiciaires en cours contre les éléments les plus actifs... avec l'idée de les reprendre après une interruption éventuelle de la grève.

BRISER LE COMITE DE COORDINATION: BUT DE LA SONACOTRA

Mais le but poursuivi par la Sonacotra n'est pas

uniquement de briser le mouvement actuel... il est aussi et même surtout de préparer l'avenir: en clair empêcher après une reprise, toute possibilité de nouvelle grève. Pour cela, un moyen: briser le Comité de coordination, moyen que se sont donnés les résidents pour la lutte.

La Sonacotra, avec la caution des directions syndicales, propose dans ce but que soit mis en place dès aujourd'hui dans chaque foyer, un comité de résidents «élu démocratiquement». Les délégués seraient regroupés dans un organisme national, jugé dès lors «représentatif» aux yeux de la Sonacotra. Cet organisme serait chargé de négocier «un règlement final» de la lutte. Ce prétendu souci de «démocratisation» et de «représentativité» ne parvient pas à cacher que le but poursuivi est d'isoler le Comité de coordination. Ce que fait aujourd'hui la Sonacotra montre on ne peut mieux comment seraient «représentés» les foyers. Dès aujourd'hui, elle essaie de mettre en place ses propres délégués. C'est ce qu'elle essaie de faire dans les foyers neufs. Comment ont été élus les comités dans ces foyers? La Sonacotra a dit «Voilà nos délégués à partir de maintenant». Les résidents n'ont rien voté du tout.



COMITE DE COORDINATION, EMANATION DE LA LUTTE!

Détruire le Comité de coordination pour la Sonacotra et les directions syndicales, c'est détruire l'organisation autonome par laquelle les travailleurs ont su et pu éviter toutes les tentatives de coopération, toutes les tentatives de détourner leur grève de ses véritables objectifs. Raison pour laquelle les révisionnistes affirment que le comité de coordination est un «organisme extérieur à la classe ouvrière, aux résidents».

Un résident d'un foyer Sonacotra explique en quoi le Comité est l'émanation de la lutte: «Comment nous avons élu nos délégués? Nous n'avons pas dit «Voilà le comité de résidents, vous n'avez qu'à vous croiser les bras». Chaque comité de résidents, dans chaque foyer, a été élu par l'assemblée générale, et de plus il peut être révoqué à tout moment s'il ne plaît pas, si un gars ne fait pas bien son boulot. Ensuite, le comité élu désigne en son sein un, deux ou trois délégués qui le représentent au Comité de coordination. Le Comité de coordination

représente donc l'ensemble des foyers en lutte. Si tu veux, ce n'est pas le Comité de coordination qui dirige le travail, c'est l'ensemble des résidents. Le Comité de coordination, qu'est-ce que c'est? Mais ce sont les travailleurs qui habitent le foyer! Comment sont prises les décisions maintenant? Quand le Comité de Coordination fait une proposition, il y a une réunion de tous les comités de résidents, et une assemblée générale des résidents pour discuter de ces propositions. Certains sont d'accord, certains ne sont pas d'accord. C'est normal, ça a toujours été comme ça! Après il y a une nouvelle réunion du Comité de coordination à partir de ces discussions, et ce n'est qu'ensuite qu'il peut prendre une décision sur la base du nombre de foyers qui ont dit oui.

Alors, le Comité de coordination ne représente rien du tout? Il représente les foyers en lutte!»

La représentativité du Comité de coordination, d'autres choses encore la montrent: le fait que l'ensemble des foyers qui avaient signé, par direction CGT interposée, un premier protocole d'accord, aient rejoint la lutte et le Comité, sauf deux! «Le Comité de coordination ne représente qu'une minorité de foyers» disent les directions syndicales. «Les autres sont aussi concernés». Oui, mais que font les directions syndicales pour aider à cela? Rien! Il y a actuellement 85 foyers en grève. Sur les 85, la grosse majorité sont représentés dans le Comité. Alors évidemment les directions syndicales mettent en avant: il y a 300 foyers!

TRAVAILLER A L'EXTENSION DU MOUVEMENT

«On n'est pas majoritaire de ce point de vue-là. Mais

c'est normal, on n'est pas encore arrivé à avoir 150 foyers en grève! Pour la direction CFDT, il faudrait que 200 foyers au moins soient représentés dans le comité. Mais pour l'instant quelle est la réalité? Si sur 85 foyers en lutte, il n'y en avait que 10 dans le comité de coordination, là on pourrait leur donner raison. Mais ce n'est pas le cas! Le comité représente les foyers en grève! Ça ne veut pas dire qu'il faut isoler ceux qui ne sont pas en grève! Au contraire, il faut aller les voir! C'est ce que nous faisons! Lentement parce que nous n'avons pas assez de moyens. On ne peut aller dans 300 foyers d'un seul coup». En fait, «la direction CFDT cache son inertie avec cet argument, ce n'est pas correct», ajoutait un résident des foyers. Voilà bien la vraie question! Il ne suffit pas de dire: «L'efficacité de la lutte passe par une action de masse» comme l'affirment les directions syndicales, autrement dit: «Il faut étendre la lutte à l'ensemble des foyers», encore faut-il agir dans les faits, pour cela. Mais qui a renforcé la lutte, d'un point de vue interne, qui travaille à son extension? Le comité! Aucun rapport de force favorable à la lutte n'a été imposé jusqu'ici, aucun recul n'a été effectué par la Sonacotra? «Bien sûr, affirme un résident, nous n'avons pas encore réussi à faire reculer la Sonacotra sur les revendications. Mais quand on voit des gens comme ça qui gênent, c'est normal!»

Soyons clairs: la Sonacotra, pour briser la lutte a essayé la division dès le début. Or aujourd'hui, nous avons fait l'unité entre travailleurs de 24 nationalités qui sont en lutte depuis 3 ans! Nous n'avons pas obtenu de recul? Ils ont expulsé 18

camarades mais ils ont échoué. Ils ont envoyé des lettres à certaines ambassades. Echec. Ils ont utilisé le PCF pour récupérer des foyers. Echec. Ils ont tenté les saisies-arrêts sur salaire. Jusqu'à maintenant, échec. Ils ont tenté de mettre des flics dans les foyers. Echec. Qu'est-ce sinon des reculs? Des reculs importants qui ont abouti à ce résultat que la lutte continue et s'étend. «Et qui les a imposés, le PCF? Mais qu'a-t-il fait pendant ce temps? Le PCF après les expulsions a dit: «Voyez, vous ne voulez pas négocier. Voyez ce que ça a donné! Il faut négocier vite, sinon il y aura d'autres expulsions».

«Et les directions syndicales? Prenons la direction de la CGT. Qu'est-ce qu'elle a fait? Elle a négocié une diminution de 20 centimes sur certains foyers. Et elle dit que c'est une grande victoire! Nous ne demandons pas 20 centimes, on demande 100 francs de diminution!»

«La lutte, si elle continue c'est grâce à l'unité qu'on a forgée. Si on était divisés, jamais on n'aurait continué comme ça. Mais, on ne cherche pas l'unité uniquement dans le foyer car celle-là, on l'a. Il faut rechercher l'unité aussi en dehors, autour des foyers. Ce travail sera long, il faut de la patience mais on y arrivera. La lutte ne durera pas éternellement, mais ce qu'on cherche par tous les moyens, c'est qu'après cette lutte, l'organisation entre nous continue d'exister, sans ça, il n'y aura pas de vraie victoire!»

C'est en effet une garantie pour préserver les acquis du mouvement et les étendre à l'avenir. La direction de la Sonacotra l'a compris. L'exigence «reconnaissance du comité de coordination» apparaît ainsi, dans toute son importance.



LUTTES OUVRIERES

Caen : grève des chauffeurs de bus et d'autocars

AU COUDE A COUDE CONTRE LE PLAN BARRE

Spectacle inhabituel depuis deux jours autour de l'hôtel de Ville de Caen : toutes les places et toutes les rues avoisinantes ne sont plus qu'une énorme concentration des autobus urbains. Les 320 chauffeurs de la CTC (Compagnie des transports de Caen) ont joué de l'effet de surprise en transférant ainsi leurs véhicules de leurs dépôts habituels, vendredi matin, aux premières lueurs de l'aube.

On devine le retentissement de cette action spectaculaire : tout le monde à Caen, et pas seulement les usagers habituels des bus, a pris la mesure de la colère des chauffeurs de la CTC.

Que réclament-ils ? Le rattrapage de leurs salaires par rapport à ceux versés aux chauffeurs des

autres grandes villes de France. Cela fait plus de dix mois qu'ils ont placé cette revendication au premier plan de leurs exigences, l'appuyant au fil des mois par des journées de «grève surprise» répétées. Ces actions n'avaient pas réussi jusqu'à présent à entamer l'intransigeance bornée de la Transexel, cette société tentaculaire qui assure la gestion de la majorité des réseaux urbains des grandes villes françaises.

Mais, jeudi dernier, la Transexel, avec l'appui complice de Giraud le maire de Caen, a jeté la goutte d'eau qui a fait déborder le vase : les chauffeurs ont appris que le rattrapage des salaires serait vraisemblablement inscrit au budget de... 1978 ! Dans l'instant, la grève totale a été décidée. Les chauffeurs se heur-

tant au refus obstiné de la direction de la Transexel qui répète qu'elle ne veut pas «se placer en situation d'infraction face au plan Barre» et de Giraud qui menace même de faire procéder à l'enlèvement des bus.

Mais, décidant la grève totale, les chauffeurs de la CTC ont été immédiatement relayés par les 500 employés des «Courriers Normands» qui assurent la desserte des lignes de bus du département et le transport des ouvriers des grandes usines de l'agglomération. Les chauffeurs et employés des «Courriers Normands», réclament 1 % de plus que les 3 % déjà arrachés à la direction (qui vient d'ailleurs de fusionner avec la CTC...) et 100 F uniformes immédiatement.

Dès lors, c'est à un mouvement concerté de l'ensemble des travailleurs des transports en commun de la Ville et du département que vont s'affronter la Transexel et le maire de Caen. Rude tâche, d'autant que les travailleurs de la CTC et des «Courriers Normands» tiennent pour un atout important la liaison étroite de leurs mouvements ainsi que le notait un responsable syndical des «Courriers Normands», vendredi soir «il faut nous épauler dans nos luttes».

Les grévistes des «Courriers Normands» et de la CTC devaient d'ailleurs se retrouver lundi matin pour faire l'examen des dernières propositions patronales et envisager les suites à donner à leur mouvement.

Correspondant Caen

Renault Sandouville

LA REPRESSION QUOTIDIENNE DANS UNE ENTREPRISE NATIONALISÉE



Des mesures de plus en plus répressives sont prises par la direction de la Régie Renault à l'usine de Sandouville près du Havre.

Déjà, la direction exerce depuis un certain temps des pressions pour «encourager» les travailleurs immigrés dont la plupart sont d'origine africaine, à prendre dès maintenant leurs congés 78. Pour justifier cela, la direction prétend que l'usine de Sandouville est une unité de production de «haut de gamme», c'est-à-dire qui fait des grosses voitures, comme les R 16, R 20, R 30. Il paraît que les commandes pour ces tympes de voitures risquent de ralentir au cours de l'hiver.

Il faut donc, d'après la direction prendre des mesures préventives. Ce qui n'est pas dit dans toute cette explication, c'est que les cadences ont considérablement augmenté dans la dernière période : de 850 voitures en septembre, la production passera à 950 en octobre et sans doute à 1 000 en novembre. D'autre part, les effectifs ont diminué de 2 000 personnes en deux ans. Ainsi, à la baisse d'effectifs et à l'augmentation des cadences de production, la direction ajoute une nouvelle forme de chômage par le biais des «congés anticipés».

Dans le même temps, une série de mesures à caractère directement répressif ont été prises. Par exemple, un double grillage a été posé autour de l'usine isolant ainsi les locaux syndicaux dont l'accès maintenant pour les visiteurs est conditionné par un strict contrôle des gardiens dont les effectifs ont d'ailleurs été considérablement renforcés. Par ailleurs, une pratique tout à fait inadmissible vise à se développer, c'est celle qui consiste à faire effectuer les contrôles à domicile chez les travailleurs en congé-maladie, non plus par des médecins mais par des membres du «service de surveillance». Les sections syndicales ont également procédé à un recensement des attaques nombreuses contre les militants syndicaux et de toutes les sortes de mesures répressives contre les travailleurs.

Cet ensemble de faits montre à l'évidence que la Régie Renault, cette entreprise nationalisée tant vantée par le PCF, ressemble en tous points à n'importe quelle autre entreprise quand elle n'est pas à la pointe dans la recherche des moyens nouveaux pour exploiter les travailleurs.

G.P.

CTB (Transports de Besançon)

LA MUNICIPALITÉ PS S'OPPOSE AUX REVENDICATIONS DES GREVISTES

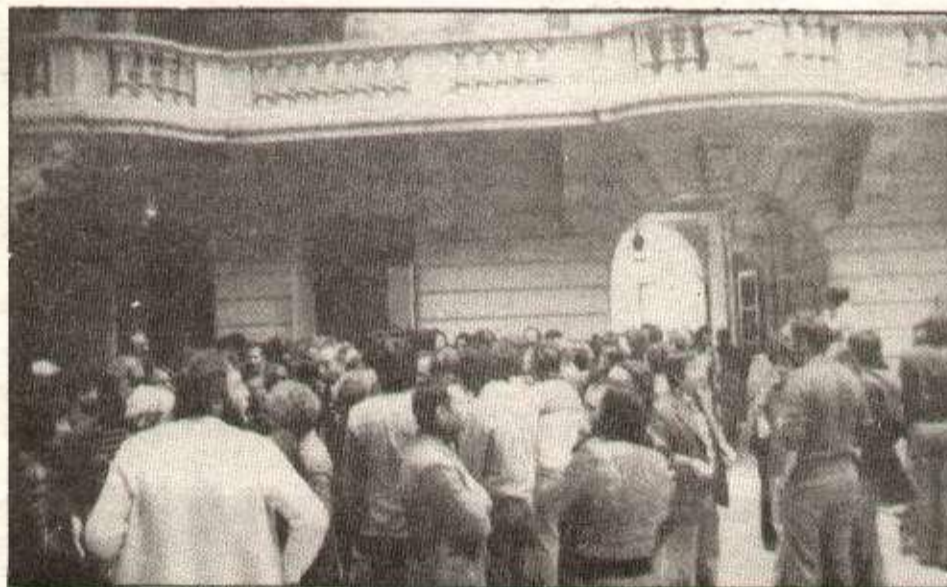
Mardi dernier, les Bisontins découvraient avec surprise l'absence de bus et se trouvaient dans l'obligation de «penser piéton», au moment même où la municipalité lançait une campagne, coûteuse à défaut d'être efficace, sur ce thème.

La cause de ce mouvement est le blocage de la municipalité qui par la voix de son responsable à la circulation, M. Frachebois, refuse de satisfaire les revendications des mécaniciens de la compagnie de bus.

Le point de départ, c'est le projet de la direction de la CTB, de réorganiser le travail des mécaniciens et du personnel des ateliers en général. L'objectif est de réduire les primes et par là, le pouvoir d'achat de ces 40 travailleurs. La grève a commencé après que la direction n'ait pas cru bon de répondre aux travailleurs suite à leur préavis de grève.

Mardi matin, l'ensemble des chauffeurs, solidaires du personnel des ateliers, ont refusé de prendre le volant. Dans la journée, les discussions n'ont pas abouti à autre chose qu'à l'accord de l'adjoint Frachebois «pour continuer le dialogue».

La direction CGT quant à elle prenait prétexte de



Palais de justice, mercredi 13 octobre 1976
Mobilisation pour soutenir les travailleurs de CTB

ce blocage pour essayer de faire cesser le mouvement. Précisons qu'elle demandait 2 200 F net au 1^{er} janvier 78, alors que la direction lâchait 2 250 F ! Devant ce «déculottage», les travailleurs réagirent en adhérant en masse à la CFDT.

A ce jour, la lutte continue et un nouveau préavis de grève de l'ensemble des travailleurs de la CTB est déposé. Les grévistes ont déjà obtenu des améliorations pour les mécanos : primes de caisse à outils, de peinture,

bleus de travail supplémentaires, des possibilités en plus pour pouvoir passer le permis de transport en commun et conduire les bus (sans dégradation des conditions de travail ni de rémunérations), la consultation des travailleurs avant la réorganisation... reste la demande des 3 % d'augmentation, et la révision progressive des classifications. Là-dessus, la direction a l'appui de la municipalité pour refuser par principe de «céder sous la pression de la grève». Il faut constater que le nou-

vel adjoint, bien que se réclamant lui aussi de son passé d'ancien permanent syndical, se comporte en patron comme les autres.

Il dépense sans compter l'argent des contribuables pour une opération «Besançon pense piéton» (tracts, autocollants, affiches sur papier de luxe ont déjà coûté dix millions sans compter les vins d'honneur et les louis d'or distribués) alors que les 3 % demandés par les mécanos coûteraient à peine 6 millions.

Correspondant Besançon

Le Quotidien du Peuple
Adresse Postale BP 225 75 924 Paris Cédex 19
Crédit Lyonnais Agence ZU 470, compte N° 7713 J
Directeur de Publication : Y. Chevet
Imprimé par IPCC - Paris
Distribué par les NMPP
Commission Paritaire : 56 942

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Marseille, prison d'Arenc

ENCORE UN
JEUNE CHÔMEUR
ALGÉRIEN
EXPULSÉ

● Selon une information de l'Agence de presse 13, Boudelouz Kamel a été expulsé après un court passage dans la prison clandestine d'Arenc, située sur le port de Marseille, dans la matinée du dimanche 16 octobre. Agé de vingt ans, orphelin de père, ce jeune algérien avait la charge de sa famille dont il est l'aîné des neuf enfants, les autres étant tous en âge de scolarité. Parqué dans la cité de Bassens, Boudelouz Kamel était condamné au chômage dès qu'un éventuel employeur savait qu'il habitait cette cité, véritable ghetto dans lequel de nombreuses familles immigrées sont réduites à s'entasser pendant que la municipalité de Defferre les chasse des quartiers réservés à agrémenter les environs du centre-bourse récemment ouvert.

Rien d'étonnant qu'au début de l'année Boudelouz Kamel soit passé devant le tribunal de grande instance de Marseille pour une petite affaire de recel. Dès lors, la machine policière a tout fait pour le broyer. Puisque les travailleurs immigrés ne se sont pas laissés abuser par le million de «l'aide au retour», le gouvernement français ne cherche pas à cacher son intention de les forcer à partir. Le 21 juin Boudelouz passa devant la commission d'expulsion : en cas de récidive il sera expulsé. Vendredi 14 octobre, il est convoqué au commissariat central, accusé de vol de voiture, immédiatement incarcéré à la prison clandestine d'Arenc, il est conduit sur le cargo Zéralda en direction d'Oran. Cette nouvelle expulsion, au mépris des droits les plus élémentaires de l'accusé était comme l'a avoué le préfet lui-même largement préméditée : «L'arrêt d'expulsion date du 21 septembre» a-t-il dit. Au-delà du scandale d'une

telle expulsion que nous dénonçons avec vigueur, nous devons dénoncer les prétextes invoqués par la bourgeoisie, dont elle se sert pour tenter de légitimer ces expulsions policières. Dans une ville où il y a plus de 40 000 chômeurs où les multiples crimes racistes restent impunis et où il faut cacher qu'on habite dans le ghetto du type de celui de Bassens pour trouver un emploi. Tout est conçu pour que des jeunes comme Boudelouz soient accusés à comettre des vols pour subvenir aux besoins de leur famille. C'est pourquoi la mobilisation contre de telles expulsions et contre la prison clandestine d'Arenc ne peuvent se mener qu'en liaison étroite avec la lutte contre le chômage qui frappe l'ensemble de la classe ouvrière. Dès l'annonce de cette expulsion des jeunes et des familles des quartiers populaires de Marseille ont commencé à se mobiliser.

Robert RIVIERE

contre les sanctions
grève nationale
des éducateurs de prison

Après la décision de Peyrefitte d'entériner les sanctions de la commission de discipline de l'administration pénitentiaire contre trois éducateurs et d'aggraver la sanction demandée contre Jean-Pierre Sanson, secrétaire national du SNEPAP (Syndicat national des éducateurs de probation de l'administration pénitentiaire), en l'excluant de l'administration pénitentiaire, le SNEPAP a lancé un mot d'ordre de grève nationale.

Un recours devant le tribunal administratif et devant le conseil supérieur de la fonction publique vont être déposés, sans trop d'illusions.

Centrales françaises
pour l'Iran

L'accord commercial entre le gouvernement français et le gouvernement iranien, portant sur la vente par la France de deux centrales nucléaires à l'Iran, a été signé dimanche à Téhéran après trois années de tractations. La société Framatome, filiale du groupe Schneider, livrera deux centrales PWR de 900 MW à l'Iran. Les banques françaises ont accordé un crédit d'un milliard de francs sur quinze ans à l'Iran pour financer cet achat.



Conséquence des licenciements : la recherche médicale démantelée.

● Cinq chercheurs licenciés devaient commencer lundi matin une grève de la faim dans la Maison des sciences de l'homme. Un comité de défense des hors statuts de la recherche vient de se constituer pour faire barrage aux licenciements, il soutient la grève de la faim et occupe avec le soutien des syndicats Fen et CFDT le hall de la Maison des sciences de l'homme.

Alors que le gouvernement prétend augmenter les crédits de la recherche, alors qu'il organise des journées nationales de mendicité pour la recherche médicale, telle cette

«journée nationale du cancer» de dimanche, il entreprend une vaste opération de licenciements dans toute la recherche scientifique. Fin 1975, le gouvernement annonçait l'inté-

Paris, 5 chercheurs
font la grève de la faimVAGUE DE
LICENCIEMENTS
DANS
LA RECHERCHE

gration du personnel hors-statut, très nombreux dans la recherche. En effet, sur 20 000 chercheurs, 7 000 seulement sont titulaires, les autres sous contrats, engagés pour la durée d'une recherche ponctuelle. Cette mesure apparemment positive : l'intégration des hors-statuts, allait rapidement se révéler comme une mesure de licenciements déguisés. En effet, le gouvernement a fixé des critères pour l'intégration qui aboutissent à exclure de la recherche la plupart des non-titulaires. Pour être intégré, un chercheur hors-statut doit avoir acquis cinq ans d'ancienneté, avoir été sous contrat à la date du 31 décembre 1975. Tous ceux qui auront obtenu des contrats dans le cadre d'associations de type loi de 1901 ne pourront pas demander leur intégration. Le Comité de défense des hors statuts estime que 10 000 des 13 000 cher-

cheurs non-titulaires sont menacés de licenciement : 1 450 des 1 500 chercheurs de l'INSERM, 350 sur 400 du département Sciences humaines du CNRS, des chercheurs de l'INRA (Institut national de la recherche agronomique), du CNEXO (Centre national pour l'exploitation des océans) sont également menacés.

Les licenciements dans la recherche scientifique, non seulement vont accroître le nombre des chômeurs, mais vont démanteler des équipes de recherche habituées à travailler ensemble, dotées d'une expérience commune. L'ensemble de la recherche est mise à mal par ces licenciements, dans des domaines — recherche médicale, recherche agronomique, exploitation des océans... — dont l'importance et l'intérêt n'ont pas besoin d'être soulignés.

Débat à Châlons-sur-Marne

LE PS SUR LE NUCLÉAIRE :
«POUR LES MANIFESTATIONS,
ON VOUS CHARGERÀ
MOINS QU'AVANT»

Sans nier les dangers du programme nucléaire du gouvernement actuel, notamment en ce qui concerne les problèmes du stockage et du retraitement, il a confirmé que le PS voulait poursuivre l'électro-nucléaire, mais dans l'immédiat s'orientait vers la proposition d'un moratoire de dix-huit mois ou deux ans concernant les projets (mais pas ce qui est en cours de construction). Toutefois, affirmant qu'il faut bien distinguer le projet fondamental du parti de son programme de gouvernement, il a expliqué que, pour le parti de Mitterrand, on ne peut envisager une reconversion de l'énergie, donc une renonciation à l'actuel programme nucléaire rapidement parce que «pour satisfaire les revendications des travailleurs, il faut relancer la production donc on ne peut pas transformer rapidement l'appareil de production». Comme Giscard, le PS oppose à la nécessité d'un

● Au cours d'une réunion-débat organisée par le Collectif d'Information sur le Nucléaire à Châlons sur Marne, Yves Durieu, membre du comité directeur du PS et responsable des sections d'entreprises de l'EDF, était venu exposer le point de vue du PS sur les problèmes de l'énergie.

changement de politique énergétique les besoins supposés de la consommation, établis sur les bases du système capitaliste.

Durieu a donné un aperçu des projets du PS sur l'énergie : au tout pétrole et au tout nucléaire, il a donné comme alternative le gaz naturel algérien et la fourniture énergétique en provenance des pays de l'Est (gaz russe, charbon polonais). Au lieu d'une mise en valeur des ressources du pays se fondant sur l'initiative des masses, il s'agit de trouver une solution de remplacement dans le cadre des relations économiques internationales de l'impérialisme français.

C'est surtout à propos du rôle des masses dans les décisions concernant la

politique de l'énergie que Durieu a dévoilé la nature bourgeoise du projet du PS. Comme on lui demandait comment en cas d'arrivée de la gauche au pouvoir les populations pourraient donner leur avis sur l'implantation des centrales nucléaires, il répondit qu'on pouvait toujours les implanter là où les gens du pays ne s'y opposaient pas. Cette réponse provoqua des protestations contre cette façon de mépriser les travailleurs. Durieu précisa alors sa conception de la «planification démocratique» : «Des référendums auront lieu sur les grandes questions, en particulier celles de la politique énergétique ; les partis politiques, avec leurs techniciens, pourront informer les gens». Malgré tous ses discours sur l'autogestion,

il montra ainsi que le PS n'avait absolument pas l'intention de donner un pouvoir réel de décision aux travailleurs. Comme on lui demandait comment la gauche accueillerait les manifestations des écologistes, il répondit «on ne vous chargera pas plus qu'avant, je veux dire, on vous chargera moins». Propos qui provoquèrent des applaudissements ironiques. Enfin, comme on lui demandait comment la politique de l'énergie pourrait ne pas être soumise aux exigences du profit, il se lança dans une explication embarrassée selon laquelle le plan dominerait dans le domaine de l'énergie tandis que les lois du marché l'emporteraient dans d'autres domaines.

Les déclarations de Durieu n'ont guère convaincu les syndicalistes et les militants écologistes présents du fait que les solutions du PS représenteraient une alternative à la politique énergétique de la bourgeoisie.

Assises nationales du CNPF

COMMENT APPATER LES CADRES

● Travailliers, où étaient vos patrons et vos chefs d'ateliers ce week-end ? Pour près de 4 000 d'entre eux, ils étaient dans les très luxueux locaux du Palais des Congrès, à la porte Maillot à Paris, pour les Assises nationales du CNPF.

Week-end de travail donc ? Rassurez-vous, si ces messieurs ont effectivement beaucoup parlé de conditions de travail et d'horaires à la carte, ils ont su, eux, aménager leurs propres horaires.

Il fallait les voir, et surtout les « provinciaux » se précipiter dès l'ouverture samedi sur la liste de bons restaurants gracieusement fournie par la direction du CNPF : repas à 100 F, 150 F. Dès avant midi, samedi, la grande salle de conférence, où Ceyrac continuait à pérorer, se vidait d'ailleurs progressivement... C'est que les forums recommençaient à 15 heures, et il fallait bien trois heures pour manger avant de converser sur les candidats de travail...

En fait, les véritables assises du CNPF, là où les patrons prendront des décisions en petit comité, n'ont lieu que lundi et mardi. Les deux jours précédents ont été consacrés à une vaste opération de propagande, envers les cadres principalement, mais aussi envers un public plus large, à quelque mois des élections législatives. Cette offensive des patrons français, avec des moyens financiers énormes, si on en juge par le luxe de l'accueil ou le matériel ultra-sophisticé mis en place, s'inscrit directement dans une analyse de la situation politique qu'a développé l'économiste Fourastié au début des « travaux » (à noter que cette tâche devait redevenir à l'idéologue en vue de la droite Raymond Aron, mais que celui-ci est malade) : l'analyse de Fourastié est qu'il y a certes une crise économique, mais surtout une crise « culturelle », c'est-à-dire un refus par la grande masse des français, et surtout des ouvriers, des anciennes valeurs établies. Ce refus, cette recherche « d'autre chose », vise aussi selon l'analyste les positions de la gauche, et le CNPF prend comme exemple bien sûr la désunion de la gauche aujourd'hui. Il importe donc au patronat de fournir des « perspectives nouvelles », susceptibles de régénérer une société que tout le monde juge toujours selon l'orateur, de plus en plus pourrie, ce en quoi nous sommes d'accord.

Mais qu'elles sont donc les solutions et propositions avancées par les patrons : en fait on les connaît déjà, ce sont celles de la « société libérale avancée » de Giscard, ce sont celles qui sont constamment mises en avant par les patrons dans les comités d'entreprises ou dans les journaux patronaux, et qui servent à dissimuler les mauvais coups et l'exploitation féroce dont sont victimes les travailleurs : il faut, nous



dit-on, des entreprises « à taille humaine », et pour cela ne pas hésiter à multiplier la construction de petites unités dans les régions rurales, il faut que chacun, de l'ouvrier au cadre supérieur, se sente « responsable » de son travail, il faut, bon pas réduire les horaires de travail, mais les « aménager »... En somme, des paroles plus ou moins neuves pour une bien vieille chanson.

En réalité, les patrons se

font peu d'illusions sur les possibilités d'« intégration » des travailleurs ; ils regrettent suffisamment « que la France ne soit pas l'Allemagne ou les USA », ou que « les travailleurs en France ont une profonde tradition de lutte issue du marxisme ». Ceux auxquels ils s'adressaient en priorité, ce sont les cadres.

Ceux-ci sont aujourd'hui l'enjeu d'une âpre lutte entre une gauche qui leur promet plus de pouvoir, et

une droite qui leur promet une meilleure intégration au système de direction. A entendre les réflexions des cadres, présents ce week-end à la porte Maillot, il semble bien que le CNPF ait bien choisi son moment pour lancer son offensive : beaucoup des cadres présents ne croyaient plus guère en la victoire de la gauche et donc dans ce que leur apporteraient les nationalisations. Ils n'en étaient que plus réceptifs aux sirènes patronales.

Equilibre en septembre

APPARENCES TROMPEUSES DU COMMERCE EXTÉRIEUR

Pour la première fois depuis le mois d'août 75, la balance commerciale de la France a été excédentaire en septembre : 28,2 milliards d'exportation, contre 27,8 milliards d'importation ! L'événement a bien sûr été salué comme un grand succès de la politique de Barre, comme une preuve supplémentaire du redressement de l'économie française, etc. Les choses sont en fait plus complexes, et il convient de ne pas s'arrêter au simple énoncé des chiffres.

On pourrait déjà dire que les chiffres bruts, donc sans tenir compte des variations saisonnières, sont exactement inversés : un déficit de 483 millions de francs. Il est vrai que ce

déficit brut était de quelque 2 474 millions au mois d'août ! Il convient ensuite de replacer ces chiffres dans le contexte international, un exercice auquel Giscard et Barre aiment à se livrer pour démontrer qu'après tout la situation en France n'est pas pire qu'ailleurs. Eh bien la balance commerciale de l'Italie a été en septembre excédentaire de 1,8 milliard et celle de la Grande Bretagne de 2,3 milliards ! La « performance française » n'est donc pas le fruit d'une réussite exceptionnelle de la politique de Barre, elle s'inscrit dans un mouvement général des pays européens. Troisième raison qui devrait inciter le gouvernement à moins de triomphalisme : il convient

de rapporter les chiffres aux prévisions fournies au début de l'année ; Barre avait fixé comme objectif un déficit de 10 milliards pour le total de l'année 77. On en est déjà aujourd'hui à un déficit de 10 milliards 516 millions. Il faudrait donc que la balance soit excédentaire pour les trois derniers mois de l'année, ce qui de l'avis général semble impossible. Quatrième motif d'inquiétude, certainement le plus probant : le résultat de septembre n'est pas principalement dû à une forte hausse de nos exportations, mais au contraire à une quasi-stagnation de nos importations. Celle-ci est à mettre directement en relation avec un

ralentissement de l'activité et à une baisse de la demande intérieure.

Il serait donc tout à fait illusoire de voir dans le résultat de septembre du commerce extérieur un pas en avant substantiel dans le redressement de l'économie française. L'économie de l'impérialisme secondaire qu'est la France reste toujours aussi dépendante du prix des matières premières, tandis qu'aucun secteur d'activité n'est à même de développer à l'exportation une politique de grande ampleur, même au prix d'une politique d'austérité pour les travailleurs qui continue, tandis que les prix augmentent régulièrement.

en sont maintenant aux choix de leurs candidats, pour une campagne qui sera longue. Du côté de la majorité, on a eu la confirmation de la candidature de Douffignies, dirigeant du PR, contre un RPR dans le Loiret, tandis qu'à Saint Lo, dans la Manche, le PR s'opposera à un centriste. Par contre, à Cherbourg, une « majorité présidentielle » regroupera toute la droite contre le candidat PS. Du côté de la gauche, Martinet (PS) membre de la direction du *Nouvel Observateur*, se présentera contre un autre patron de presse, Hersant.

Dans le Tarn et Garonne, les radicaux de gauche seront représentés par le directeur général de la *Dépêche du Midi*. Dans le Gard, le député PS sortant, Bastide, n'a pas été désigné par les sections socialistes pour se présenter. L'affaire est renvoyée au bureau exécutif.

«Ailleurs», les « socialistes démocrates », qui prétendent être « plus de 10 000 (!) », présenteront un candidat contre Barre à Lyon.

Un de plus au centre

Le marais centriste vient de « s'enrichir » d'un groupuscule supplémentaire : le congrès constitutif du Mouvement démocratie chrétienne vient d'avoir lieu. Ce mouvement comprend quatre personnalités : Dassault, qui finance sans vouloir se montrer, Coste Floret, vieux politicien de la IV^{ème} République qui a été élu président, de Bénouville qui a été élu (par qui, au fait ?) premier secrétaire, et enfin Georges Bidault, défenseur acharné de l'OAS, qui a été élu « président d'honneur ».

Chirac évoque Blum et Jaurès

Présidant les Assises du RPR de Corrèze, Chirac en a profité pour dresser un vaste panorama de la situation politique. Il a regretté le changement du PS, changement qu'il situe en fait à une trentaine d'années : « Nous sommes loin de l'humanisme, de la générosité du Parti socialiste de Léon Blum et Jean Jaurès ». Cependant, Chirac ne démontre pas de son idée selon laquelle Marchais et Mitterrand, c'est bonnet blanc et blanc bonnet : « Il s'agit d'une querelle partisane entre des hommes qui désirent accéder au pouvoir ». Quant à Monod qui parlait, lui, dans la Loire, il a souhaité une « véritable planification, qui ne mette pas entre parenthèses le progrès social ». On aura tout vu de la part de ce politicien de la droite la plus traditionnelle.

Guerre au CDS

GUERRE AU CDS

La congrès des CDS qui s'est tenu la semaine dernière avait été l'occasion d'un bien curieux règlement de comptes entre Lecanuet et Stasi que certains, proches de Giscard, souhaitaient voir devenir secrétaire général. C'était une sombre manœuvre, ont déclaré en chœur Stasi et Lecanuet avant de se serrer solennellement la main. Quatre jours plus tard, Stasi écrit dans le journal du CDS : « L'essentiel a été relégué au second plan. Il y a de faux complots mais un vrai malaise ». La petite guerre continue donc chez les centristes.

Élections législatives : pluie de candidatures

Parrallèlement aux discussions et aux polémiques, les partis bourgeois

POLITIQUE

Campagne policière à l'échelle de l'Europe

Réunissant coup sur coup cabinets de crise et conseils des ministres sans arrêt depuis vendredi Schmidt a laissé passer ce week-end les deux ultimatums fixés par la Fraction armée rouge et par le commando qui a détourné l'avion de la Lufthansa. Son refus de céder, la guerre des nerfs qu'il a décidé de mener en pratiquant la temporisation et en faisant courir des bruits contradictoires vise à satisfaire l'opposition de droite qui l'accusait de manquer de fermeté.

En effet, la C.D.U. avait publié la semaine dernière une liste noire de personnalités et d'intellectuels qu'elle accuse de «complicité avec le terrorisme». On y trouve aussi bien les écrivains Heinrich Böll, Gunter Grass, Marcuse que certains dirigeants sociaux démocrates comme Willy Brandt, suspecté d'indulgence. Schmidt tente de désamorcer le chantage de la C.D.U. en l'associant à ses décisions dans le cadre du cabinet de crise.

Quelle que soit l'issue de la crise actuelle, elle va permettre à la bourgeoisie allemande de franchir un nouveau pas dans le quadrillage policier et la politique de répression. Dans les derniers projets en cours, on cite, outre le recrutement de 5000 flics supplémentaires, un système d'alarme immédiat organisé au niveau national qui permettrait à la fois de déclencher des sirènes, des messages à la radio et à la télévision. Des campagnes d'explications officielles sur le terrorisme (en plus du matraquage de la presse et des médias) doivent être organisées.

La bourgeoisie française n'a pas manqué de réaffirmer sa solidarité avec Schmidt et profite de l'occasion pour préparer le terrain à l'application de mesures analogues en cas de besoin. D'abord, pour faire un peu de zèle, la police française a effectué samedi des perquisitions massives en Haute-Marne pour y retrouver Schleyer — sans aucun résultat. Par ailleurs, on apprenait que la censure déjà constatée à l'agence A.F.P. s'étendait à la télévision : les trois chaînes de télévision ont refusé de diffuser la bande vidéo sur Schleyer envoyée par la R.A.F. Il semble bien que l'information soit contrôlée grâce à une concertation des deux gouvernements. Depuis vendredi, Schmidt est en contact permanent avec Giscard et Callaghan. Soisson, qui se dit ardent défenseur de la liberté, appelait dimanche à une collaboration plus étroite : «Demain, en France, nous pouvons connaître des formes de terrorisme analogues à celles qui frappent aujourd'hui la République fédérale. Cette évolution me semble appeler une concertation entre les divers gouvernements». Lundi matin, presse et radios développaient le même thème : la vulnérabilité de l'État démocratique en France et en Allemagne face aux menaces du terrorisme. L'éditorialiste d'Europe N° 1 parlait d'un «combat entre la civilisation et la barbarie» et voulait qu'on aide l'Allemagne à «arracher le cancer du terrorisme».

manifeste

pour le socialisme

PARTI COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE
Marxiste-Léniniste

PASSEZ VOS COMMANDES 8 F
+ 2 F DE PORT

L'Humanité-Dimanche et le virage à droite du PS

DES REPONSES QUI MENENT A L'IMPASSE

● A gauche on en est au point mort. Chacun campe sur ses positions, et l'heure est aujourd'hui, pour le PS comme pour le PCF, à l'affinement des arguments et à la mobilisation des militants. Car les débats sont nombreux en ce moment, et les membres du PS ou du PCF se font interpellés par les masses sur leur désunion et ses raisons profondes. Aussi, de chaque côté on fourbit ses armes.

Samedi, le PS a organisé une «journée d'information» à usage des militants, dans toute la France. Samedi et dimanche prochain, ce sera au tour du PCF : des «stages» sont prévus pour les responsables de cellules, avec à l'ordre du jour : «la meilleure façon d'agir pour l'union et le changement que veulent les millions de Français». En fait, il s'agit surtout pour la direction du parti révisionniste de tenter de reconforter des militants passablement mal à l'aise et manquant, c'est le moins que l'on puisse dire, de perspectives.

L'Humanité-Dimanche participe de cette campagne, et le numéro de cette semaine essaye d'expliquer «en quoi le parti socialiste a viré à droite». Les arguments sont, quelques peu oratoires, dans la mesure où les rédacteurs doivent démontrer que si le PS flirte effectivement avec la droite giscardienne, il était juste de s'allier avec lui. Premier argument

donc : il y a aujourd'hui un projet d'union des partis sociaux-démocrates du marché commun, sur la base bien sûr de la politique social-démocrate allemande et anglaise. Mais, il n'y a rien de nouveau à cela, et dès 72, le lendemain même de la signature du Programme commun, Mitterrand conversait avec ces socialistes-là. Deuxième argument : le Congrès de Nantes et le «récital d'énergiques» : mais la nature de classe du PS est nette depuis bien des années.

Troisième argument, qui vaut surtout à l'heure où les socialistes viennent à droite aujourd'hui, c'est par crainte de la poussée électorale du PCF ! Les rédacteurs de L'Humanité-Dimanche peuvent difficilement citer des chiffres nets de progression de leur parti du point de vue électoral, alors ils se rabatent sur le fait qu'aux municipales, le report de voix des socialistes vers le PCF a été bon au second tour. Ils en déduisent que l'électorat PS a été séduit



Des épanchements d'hier à la querelle d'aujourd'hui, PC et PS ont bien toujours les mêmes projets divergents.

par le PCF, et que Mitterrand a donc voulu mettre un point d'arrêt à cela ! Quatrième argument : les attaques dont Mitterrand est l'objet de la part de la droite sont nuancées ; et de citer les déclarations de Barre parlant du «principe de l'équivoque» ou de la «mauvaise stratégie choisie par Mitterrand». Mais là encore, l'argument est un peu gros : le fait que Giscard renvoie à terme la possibilité d'un accord avec les socialistes, cela ne date pas de maintenant. Ce fut même un de ses thèmes électoraux en 74, et cette possibilité d'allian-

ce est d'ailleurs au centre des divergences mises à jour déjà depuis pas mal de temps entre Giscard et Chirac. Pendant ce temps, le PCF, lui, parlait de bonnet blanc et blanc bonnet !

La conclusion de l'article de L'Humanité-Dimanche est à l'unisson du reste, quelque peu alambiqué : oui il faut l'union, c'est la seule solution, mais cette union est difficile à obtenir. En somme, les militants du PCF sont renvoyés, une fois de plus, à la même impasse.

Au congrès de l'UR-CFDT de Franche-Comté

Edmond Maire renouvelle ses attaques contre la gauche

Le programme vide de J.P. Soisson

«L'illusion du Programme commun dissipée, il faut donner aux Français de nouvelles raisons d'espérer». Voilà en résumé les vaines ambitions qui ont guidé les travaux du parti républicain de Soisson ce week-end. Si on met de côté le gargarisme verbal fréquent chez les giscardiens du genre : «Il faut transformer la société sans attendre qu'elle se transforme ou que d'autres la transforment», il ne reste pas grand chose de concret et de sérieux dans la réflexion de Soisson et de ses hommes. Les propositions «réformistes» tendant à une réforme du service militaire ou à une taxe sur les entreprises ont été écartées ; restent comme idées maîtresses la volonté de créer une nouvelle génération de chefs d'entreprises, une proposition

d'instituer une initiation au travail manuel pendant la scolarité, ou une autre d'instituer une force européenne de gardes-côtes pour faire la police dans une zone de 300 kilomètres.

C'est devenu une banalité de le dire, mais force est de constater qu'une fois de plus, la perspective giscardienne a tenu la devanture de la scène giscardienne. Il faut d'ailleurs dire un mot de la méthode de travail du PR : particulièrement fier des sondages sur tous les sujets sont réalisés régulièrement, et ces sondages, «de manière opportuniste» (dit Soisson) que sont définies les positions du PR. Et bien sûr le sondage des intentions de vote lors d'un prochain scrutin.

Edmond Maire a profité de son intervention au congrès de l'UR-CFDT de Franche-Comté où il représenterait la confédération, pour reprendre ses critiques à l'encontre des partis du Programme commun.

Il a précisé, contre le PCF, qu'il visait à une éradication dans le cadre d'un «échange» par le haut.

A propos du PS, ses propos ont été un peu plus durs que ceux tenus dans la dernière période. Ainsi, le PS a été accusé de «proposer des solutions qui ne semblent pas s'attacher à la domination internationale du capitalisme» et de «n'avoir pas la même foi dans les luttes sociales que la CFDT». Pour être plus précis, il a ajouté : «C'est un parti qui pense d'abord à l'électorat, et ensuite seulement à la vie réelle des salariés». En ce qui concerne la CFDT, il a estimé que sa tâche dans la période était de faire valoir ses propositions.

Puis, c'est dans cette région où les travailleurs (particulièrement dans l'horlogerie) souffrent de mener des

luttres exemplaires, notamment pour l'emploi ; dans cette région où ils ont souvent dû affronter les partis de gauche qui s'opposaient à leurs luttes, voulaient les saboter, les propos d'Edmond Maire auront sans doute recueilli l'adhésion des militants cégétistes réunis pour leur congrès. D'autant que l'UR-CFDT de Franche-Comté compte avec celle de Basse-Normandie parmi les plus dynamiques et au même titre, est qualifiée de «basiste».

Mais pourquoi, après avoir tenu des propos aussi pernicieux, Edmond Maire ne va-t-il pas jusqu'au bout de son raisonnement. Cela fait déjà plusieurs mois que la direction CFDT ne ménage pas ses critiques (souvent à juste titre) aux deux partis de gauche, mais pour en finir ne propose-t-elle pas aux travailleurs, aux militants CFDT que... voter pour la gauche en 78 ! Une position guère tenable et dont la masse des militants cégétistes ne pourront sans doute se satisfaire très longtemps.

Gérard PRIVAT

SOLDAT INCONNU D'ALGÉRIE UNE CÉRÉMONIE HONTEUSE

On ose à peine imaginer que ce soit une coïncidence : c'est le 16 octobre, à la veille de l'anniversaire de la grande manifestation des immigrés algériens à Paris, le 17 octobre 1961, que Giscard avait choisi d'inaugurer, à Notre Dame de Lorette, un monument au soldat inconnu, mort en Algérie. A cette occasion, le Président de la République a trouvé le moyen de justifier la guerre menée par les troupes françaises contre un peuple qui devait les armes à la main, arracher son indépendance.

LA GUERRE RECOMMENCÉE ?

Il y a quelques jours, Stoléru, secrétaire d'Etat auprès du ministre du travail, avait annoncé trois mesures visant les travailleurs immigrés : extension de cette prétendue « aide au retour », que presque tous les immigrés déjà concernés avaient repoussé cet été. Arrêt de la délivrance de toute carte de travail, alors que de nombreux travailleurs im-

migrés se trouvent encore en situation irrégulière, à la merci de leurs patrons et de la police. Enfin, interdiction totale de venir en France pour les familles de travailleurs immigrés, mesure qui condamne des millions d'hommes à rester sans espoir que leur femme et leurs enfants puissent les rejoindre.

Et somme, quinze ans après l'indépendance algérienne, il semble que notre gouvernement n'en ait pas fini de mener ses guerres coloniales : non seulement il en ravive le souvenir, mais de plus il continue à s'en prendre à ceux qui, à l'époque, étaient déjà les victimes de sa répression.

DE LOURDES RESPONSABILITÉS

A cette attitude insupportable, il ne faut pas compter aujourd'hui pas plus d'ailleurs qu'il y a quinze ans, sur le PCF pour apporter la riposte qu'elle mérite : la seule indignation de son organe central a été pour contester le fait que les soldats

qui ont participé à la guerre coloniale n'avaient pas encore droit à la carte d'ancien combattant. Il est vrai que, si, le 17 octobre 1961, les travailleurs algériens se sont retrouvés seuls isolés de leurs frères de classe français, pour affronter la répression policière, la ligne adoptée par le PCF tout au long de cette guerre n'y était pas pour rien.

C'était, dès le premier jour, en novembre 1954, « Alger républicain » organe du PCA, parti rejeton du PCF, qui qualifiait les auteurs des premières opérations de la guerre de libération de « provocateurs », « semeurs de troubles », « poignée d'agitateurs inconscients et corrompus », et qui demandait que les autorités coloniales « fassent appel aux masses pour anéantir la rébellion, seule façon d'attacher le pays à la France ». C'était en 1956, le groupe parlementaire du PCF qui votait les pleins pouvoirs au premier ministre socialiste Guy Mollet, qui utilisait ce soutien pour intensifier à

une échelle sans précédent la guerre coloniale.

JUSQU'AU BOUT...

Jusqu'au bout, le PCF refusera de prendre position nettement pour l'indépendance de l'Algérie, s'en tenant toujours, pour l'essentiel, à la déclaration de Léon Feix, en 1959, à la cinquième année de la guerre : « Nous sommes les vrais défenseurs des intérêts de la France en Algérie... La France devrait signer des accords avec l'Algérie, y compris en ce qui concerne l'exploitation en commun du pétrole algérien ».

Aujourd'hui, chacun de son côté, les partis de droite et de gauche, partis à la chasse aux voix des anciens colons et des soldats qui ont « fait » l'Algérie, rivalisent à nouveau dans le soutien à cette guerre coloniale passée. Cette fois-ci nous ne les laisserons pas diviser, comme ils l'ont fait du temps de la guerre d'Algérie, les travailleurs français et les travailleurs immigrés.

LE DISCOURS DE GISCARD

« La France sut donner une nouvelle définition en l'espace de quelques années, à ses relations avec les peuples historiquement liés à elle (...). Qu'un tel bouleversement ne se soit pas accompli sans hésitations, sans heurts, sans déchirements, pouvons-nous vraiment nous en étonner ? (...) C'était moins le rebelle, l'insoumis, le patriote que combattait notre armée que la terreur aveugle, la maladie, le sous-développement, la faim... (...) Combien d'appelés n'ont-ils pas passé le plus clair de leur temps à construire des écoles, des dispensaires, à creuser des points d'eau, à lutter contre les épidémies ? (...) C'est grâce au courage, au dévouement et au sacrifice des soldats d'Algérie que la France a pu choisir librement la voie de l'autodétermination sans y être militairement contrainte. (...) Chaque fois qu'il honore la mémoire de ceux qui sont morts pour sa liberté et son honneur, le peuple français retrouve la source de son unité. »

«Giscard + Mitterrand, ce serait parfait»

« Giscard est avant tout un homme d'une extraordinaire intelligence. Il faut voir cette intelligence fonctionner pour se rendre compte à quel point elle est précise et à quel point elle sait saisir les choses sur le long terme. Un gouvernement socialiste dans une république giscardienne, ce serait parfait. La constitution, elle, est mauvaise. Elle a été faite pour de Gaulle, sorte de monarque élu dont l'autorité était telle que personne ne se demandait où était l'autorité. Qui a dit cela ? Françoise Giroud au Club de la presse d'Europe 1. »

Ville la plus polluée de France : Marseille.

Selon le classement de l'hebdomadaire *Le Point*, la ville de Marseille détient la palme de la ville la plus polluée de France. Ce classement ne peut surprendre personne, en tout cas pas ceux qui connaissent Marseille. Gaston Defferre fait pourtant l'indigné. Il a déclaré que sa ville avait de nombreux espaces verts, dans le centre et notamment dans le quartier de la Bourse. En dehors des quartiers bourgeois du centre-ville, il n'y a guère d'espaces verts à Marseille. Quant à la pollution par les usines, chimiques et autres, au rejet de leurs déchets en mer, à l'absence d'une station d'épuration à Marseille, Defferre a préféré se faire discret.

A gauche, les déclarations du week-end

Samedi et dimanche ont été mis à profit par le PS en particulier pour reprendre en main ses troupes. Ainsi à Lille, Mauroy, devant 200 délégués de la Fédération du Nord, a déclaré : « La tactique du PC consiste à diminuer notre influence en chassant nos électeurs les plus modérés (...). Je mets Marchais au défi de remettre en cause l'accord électoral de la gauche. Il se détruirait lui-même (...). Le PCF est traversé par de fantastiques contradictions, qui contrairement à l'apparence qu'il veut donner, n'est pas actuellement solide et cohérent. » Décidément, les responsables socialistes ont quelques difficultés à sortir de cet argument.

Dans cette même assemblée fédérale, le CERES du Nord, par la bouche de son représentant, a une fois de plus exprimé sa spécificité en demandant que « les électeurs tranchent eux-mêmes le débat ». Ainsi, suivant que les socialistes ou le PCF recueilleraient le plus de voix aux prochaines législatives, la gauche unie appliquerait tel ou tel programme...

Qu'en pense Chevènement ? Henu, pour sa part, a déclaré « L'union de la gauche ne pourra remporter les prochaines législatives que si le PS reste le plus fort. Le PCF fait sa crise parce qu'il veut devenir le plus fort. Mais s'il parvenait à son objectif, il n'y aurait pas de victoire de l'union de la gauche. »

Beregovoy pour sa part, a annoncé qu'« au deuxième tour, le PS mettrait ses voix au service de l'union. »

Le PS ire dans tous les sens, quoiqu'ils disent. De cette manière, il sait que cela laisse le PCF indifférent. La grosse machine propagandiste est en route.

Le 17 octobre 1961

Pour le peuple algérien aujourd'hui indépendant, le 17 octobre est devenu la journée nationale de l'émigration. Ce jour-là, les émigrés algériens commémorent la journée de 1961 où une manifestation massive de leurs frères, sur les Grands Boulevards, mit fin d'un seul coup, malgré la répression féroce dont ils furent victimes, au « couvre-feu » que tentait de leur imposer le colonialisme français dans la métropole.

C'était moins d'un an avant la fin de la guerre, avant l'indépendance enfin conquise. Depuis longtemps, les travailleurs algériens, présents en France par centaines de milliers, étaient acquis à la lutte de libération, au FLN qui la conduisait. Régulièrement, les ouvriers algériens en France disposant de plus grandes quantités de numéraire que la plupart de ceux restés au pays, cotisaient pour le Front. Depuis 1958, s'appuyant sur cette importante base de masse, l'armée de libération avait même étendu ses opérations au territoire de la métropole coloniale, s'en prenant aux dépôts de carburants, aux objectifs militaires, aux commissariats où se terraient les tortionnaires.



Manifestations d'octobre 1961 à Paris. Les femmes algériennes au premier rang dans la lutte.

Cependant, à travers tous les pays, c'était ce qu'on appelait « la chasse au faciès » : les scènes, encore classiques aujourd'hui dans le métro, d'hommes à qui on demande leurs papiers simplement parce qu'ils ont la peau basanée... Mais, alors, c'était en même temps que la « vérification d'identité », la fouille humiliante, l'embarquement pour un oui ou pour un non, avec les scènes de violence et de torture systématiques qui s'en suivaient dans les locaux de la police, l'entassement dans les camps de concentration comme celui du Larzac.

Or en octobre 1961,

impuissant à détruire la volonté de lutte et l'organisation des Algériens en France, le gouvernement décide de frapper un grand coup : interdire à tous les travailleurs algériens de sortir le soir : c'est le « couvre-feu ». Alors, le 17 octobre, au métro Bonne Nouvelle, à l'appel du FLN, à l'heure même du couvre-feu, des dizaines de milliers d'hommes défilent, avec femmes et enfants, les mains nues, venus simplement témoigner que jamais, pas plus que par ce moyen que par un autre, on ne brisera les liens qui les unissent à leur patrie, on ne brisera le combat qu'ils mènent

pour sa libération.

Ils furent mitraillés, ils furent assommés, pourchassés et jetés dans la Seine ; comme au temps des Versaillais, on retrouvait, plus bas, leurs cadavres aux écluses. Des centaines, certainement, ce jour-là, (on ne sut jamais exactement le nombre), payèrent de leur vie leur détermination à combattre. Mais jamais, après cette répression, le couvre-feu ne put être appliqué : d'emblée, la mesure avait été brisée par la lutte de tout un peuple. Huit mois et demi plus tard, le 4 juillet 1962, l'Algérie était indépendante.

INTERNATIONAL

USA : les promesses de Carter, un an après

Alors que le pourcentage des chômeurs aux USA est encore de 6,9 %, le ministre du travail a annoncé qu'on ne pouvait espérer abaisser ce pourcentage en dessous de 4 % avant 1982. Le taux de 4 % correspond aux promesses de Carter durant sa campagne électorale l'année dernière : il disait pouvoir réduire le chômage à ce niveau pendant les deux premières années de son mandat, puis l'abaisser encore. Deux semaines après son arrivée au pouvoir, il avait déjà rectifié en parlant d'une «période assez longue».

Les déclarations du ministre du travail ont provoqué des protestations de la part des dirigeants syndicaux qui avaient soutenu Carter sur la base de ce programme. Le ministre, en réponse à ces réactions, a déclaré qu'une diminution plus rapide du chômage remettrait en cause la «lutte contre l'inflation».

Italie : projet de la démocratie chrétienne

Le Parti démocrate-chrétien prépare actuellement un «projet de société» pour répondre à celui que doit sortir le PCI. Le secrétaire de la DC, Zaccagnini, a souligné qu'il n'accepterait pas la transformation de l'accord actuellement en vigueur entre les six partis de l'«axe constitutionnel» en un pacte de gouvernement. Selon Zaccagnini, la DC ne veut «aucune extension des accords qui pourraient les transformer, contre la réalité des choses, en un pacte organique de gouvernement ou, pire encore, en une promesse déclarée ou implicite de compromis historique».

• ONU

L'Assemblée générale de l'ONU a adopté une résolution de sa commission économique recommandant une aide à la reconstruction du Vietnam. Cette résolution recommande à tous les États membres et aux institutions internationales d'intensifier et accroître leur aide à la République socialiste du Vietnam.

• USA

Selon les statistiques officielles qui viennent de paraître 28 millions d'Américains (soit 11 % de la

population) vivent avec un revenu annuel par famille inférieur à 5 815 dollars, c'est-à-dire en dessous du «seuil de la pauvreté» d'après les normes gouvernementales.

• INDE

Une commission d'enquête aurait découvert de nouvelles illégalités dont Indira Gandhi s'est rendue coupable alors qu'elle était au pouvoir, en particulier en protégeant son fils contre des poursuites. Ces révélations pourraient aboutir à une nouvelle arrestation de l'ancien premier ministre.

Communiqué

Semaine de réflexion organisée par le CEDETIM (Centres d'études anti-impérialistes) sur le thème :

Quel impérialisme en 1978 ?

Les débats auront lieu au Centre international de culture populaire, 14 rue Nanteuil, Paris 15ème. Ils seront animés par des membres du CEDETIM, des membres d'organisations politiques, syndicales et démocratiques et des membres des comités anti-impérialistes, dans l'ordre suivant :

- Lundi 17 octobre : La stratégie politique et militaire de l'impérialisme
- Mardi 18 octobre : Redéploiement et stratégie économique de l'impérialisme
- Mercredi 19 octobre : Les bourgeoisies locales et le capitalisme d'Etat

Les soirées commencent à 18 heures 30. Il est prévu chaque jour la projection de films et d'audiovisuels en relation avec les débats. Les comités prennent en charge la préparation de repas.

Les invitations peuvent être demandées au siège du CEDETIM 14, rue Nanteuil 75015 PARIS, Téléphone : 531 43 38.

Les débats commenceront à 20 heures tous les jours.

Espagne : Loi d'amnistie votée vendredi par le congrès

L'AMNISTIE NE RÉSOUD PAS TOUT

Après plusieurs semaines de discussions en commissions, le congrès espagnol vient d'adopter une loi d'amnistie.

Le texte élaboré conjointement par tous les groupes parlementaires, à l'exception de l'«Alliance populaire», est un compromis entre les propositions de l'opposition de gauche et celles de l'U.C.D. (le parti de Suarez).

Tous les délits politiques, quels qu'ils soient, commis avant le 15 décembre 1976, date du référendum sur la réforme politique, sont amnistiés. Les actions réalisées par la suite et jusqu'au 15 juin 1977, date des élections législatives, ne sont amnistiées que si elles ont été commises «dans l'intention de rétablir les libertés publiques ou de revendiquer l'autonomie des peuples d'Espagne».

Cette restriction, introduite à la demande de l'U.C.D., vise à écarter du bénéfice de la loi les auteurs de l'assassinat de la rue d'Atocha et les militants du GRAPO qui, en se réclamant de la démocratie sont généralement considérés comme manipulés par des éléments d'extrême droite. Pour la période s'écoulant du 15 juin au 6 octobre, sont exclus les actes qui ont donné lieu à des «violences graves contre la vie ou l'intégrité des personnes». Cette dernière restriction vise plus particulièrement l'ETA (militaire) responsable de la mort de l'industriel Javier de Ybarra et de celle du président de la députation provinciale de Biscaye, Unceta.

L'amnistie s'appliquera aussi aux objecteurs de conscience, aux délits d'opinion, de «sédition et de rébellion». Les militants de l'«Union militaire démocratique», contestataires sous Franco, seront absous mais, malgré la demande de l'opposition, non réintégrés dans leurs fonctions.

Ces mesures édictées par le parlement en termes généraux doivent faire l'objet de décrets d'application pris par le gouvernement ; de plus, leur décision finale passera par les tribunaux.

AMNISTIE DU TRAVAIL

Le point le plus ambigu de ce texte concerne «l'amnistie du travail». La réintégration de tous les travailleurs licenciés ou sanctionnés pour des raisons syndicales ou politiques a été décidée. Mais la rédaction est suffisamment vague pour que le gouver-



L'une des nombreuses manifestations pour l'amnistie qui se sont déroulées ces dernières années.

nement et la magistrature du travail — la plus réactionnaire qui soit en Espagne — l'interprètent de la façon restrictive qu'ils entendent.

Ils seront d'autant plus à l'aise pour le faire que Camacho, secrétaire général — révisionniste — des Commissions ouvrières, leur a soufflé lui-même une interprétation restrictive en déclarant au cours des négociations : «Du point de vue économique — elle affecterait seulement de 2 à 3000 personnes en majorité retraités — l'amnistie du travail serait insignifiante et sa valeur serait plutôt de compensation morale ou symbolique». Pour arriver à ce compte, Camacho ne doit prendre en considération que les fonctionnaires républicains exclus et quelques autres, et laisse de côté les dizaines de milliers de licenciés pour faits de grève !

Il n'en reste pas moins que 89 des quelques 120 prisonniers politiques actuellement sous les barreaux, devront être libérés, l'on peut dire que l'amnistie politique est maintenant acquise pour l'essentiel.

Est-ce à dire, comme le déclare le député du Parti national basque, Javier Arzallus, que cette loi est bien celle «du pardon de tout le monde à tout le monde» ?

DEUX CONCEPTIONS

A l'heure de la mise en œuvre, ce sont en réalité deux conceptions de l'amnistie qui s'opposent.

La première est celle des peuples d'Espagne, particulièrement mise en avant par le peuple basque, qui a toujours lié l'amnistie à l'abolition de toutes les lois héritées de

fascisme, et ce dans tous les domaines. De ce point de vue, l'amnistie du 14 octobre est encore loin de répondre à l'attente de larges fractions des masses. Le député basque Letamendia notait par exemple que dans la législation de tous les partis nationalistes, sans le départ des corps de police stationnés au Pays basque, sans l'amnistie étendue à tous sans exception, il ne saurait y avoir de «pacification» dans les 4 provinces du Nord. D'autre part, Lluís Maria Xirinacs, combattant pour l'amnistie, déclarait dimanche dernier devant 5 000 personnes que totale puisqu'elle ne libère pas tous les anti-fascistes, et ne s'étend pas aux prisonniers «sociaux» (condamnés pour délits mineurs accomplis du fait de leur situation sociale, et ce en application de lois fascistes). A l'issue de son intervention, une manifestation se dirigeait à la prison Modelo, elle était accueillie par de violentes charges de police, des balles de caoutchouc. On devait déplorer un blessé grave à la tête, comme la veille pour l'anniversaire de la mort de Lluís Companys, le président de la Généralité, fusillé en 1940 par Franco.

L'autre conception, c'est celle des partis bourgeois qui veulent seulement débarrasser la jeune démocratie espagnole de ce qui l'attache le plus visiblement au fascisme, dans l'espoir de créer un nouveau consensus social favorable à la domination de leur classe.

Cette conception est compatible avec le maintien d'un fort appareil répressif à l'usage de ceux qui s'écartent du consensus recherché. Mais, mé-

me de ce point de vue, le compte n'y est pas encore : à tel point que les partis de gauche ont dû revenir sur leur acceptation initiale, en se refusant à cautionner le projet de loi de «défense de la démocratie contre le terrorisme», projet sur le modèle allemand, présenté par Suarez.

Par-delà un accord fondamental sur la transformation du système politique, selon les intérêts de la grande bourgeoisie, la tactique à adopter vis-à-vis du mouvement des masses reste un facteur de division entre les partis bourgeois.

Frédéric FERRER

Portugal

EANES MENACE

Alors que les difficultés du gouvernement socialiste minoritaire s'accroissent, le général Eanes, président de la République portugaise, a lancé samedi un avertissement aux partis politiques à l'occasion de l'ouverture de la session parlementaire. Il les a appelés à une entente sur les solutions à la crise économique, entente à laquelle devraient être associés les syndicats et les organisations patronales «il existe dans le système constitutionnel d'autres solutions qui seront utilisées s'il le faut», a-t-il précisé : il n'exclut pas de dissoudre l'Assemblée pour provoquer de nouvelles élections ou d'assumer lui-même des pouvoirs exceptionnels. Peu après le discours d'Eanes, Soares a réuni son cabinet pour examiner d'urgence le budget 1978.

Tchécoslovaquie

PROCES DE 3 SIGNATAIRES DE LA CHARTE 77

Pas de journaliste de l'Humanité

Les services de l'ambassade de Tchécoslovaquie à Paris ont refusé son visa au journaliste que *L'Humanité* voulait envoyer à Prague pour le procès des signataires de la Charte 77.

Chtcharanski en danger

La femme du dissident Chtcharanski arrêté en mars dernier, a déclaré au cours d'une conférence de presse à Paris que celui-ci avait subi des sévices dans sa prison et était totalement isolé.

Lundi s'ouvrait à Prague le procès de 3 signataires de la Charte 77, l'écrivain Vaclav Havel, l'auteur dramatique Frantisek Pavlicek et le journaliste Jiri Lederer. La charte 77, qui exige le respect des droits de l'homme en Tchécoslovaquie est parue au début de cette année. Quelques jours après, ces 3 hommes qui étaient parmi les principaux signataires étaient arrêtés.

Vaclav Havel avait dénoncé l'invasion soviétique, et avait déjà signé un «Manifeste en 10 points» contre la répression en 1969 et une «Lettre ouverte à Gustav Husak» en 1975. Après avoir renoncé

officiellement à son rôle de porte-parole de la Charte 77, il était mis en liberté provisoire en mai dernier. Paulicek, ancien cadre du parti a également été mis en liberté provisoire pour raison de santé. Lederer était resté en prison.

Officiellement les 3 signataires de la Charte ne passent pas en procès pour cette raison : ils sont accusés «d'activités subversives contre la république» et, de ce fait, encourrent des peines pouvant aller jusqu'à 10 ans de prison. Leurs cas sont amalgamés avec celui d'un quatrième inculpé, Ota Ornest qui s'est reconnu

coupable de «subversion» et n'est pas signataire de la Charte.

Nul doute que les «conseillers» de Brejnev suivent de près ce procès : ils auraient eux-mêmes dirigé les interrogatoires à la suite desquels, en mai dernier, le philosophe Jan Patocka était mort d'une crise cardiaque. Le jour même où, à Belgrade, la commission chargée d'examiner l'application des accords d'Helsinki se réunit, le social-impérialisme s'assure que ses valets tchécoslovaques marchent du même pas dans la répression de la résistance démocratique.

Tchad : des armes américaines ?

Le ministre tchadien des Affaires Étrangères a rendu visite le 5 octobre au secrétaire d'État américain Cyrus Vance. La conversation a notamment porté sur l'aide militaire demandée aux États-Unis par le gouvernement du Tchad. Les USA en ont accepté le principe. Le gouvernement de Malloum, aux prises avec la lutte armée du FROLINAT et un conflit frontalier avec la Libye, reçoit également depuis cette année une aide militaire de l'URSS. Au cours de sa visite au Tchad les 1^{er} et 2 octobre, le ministre français de la Coopération avait marqué les limites de l'engagement au Tchad de l'impérialisme français qui a repris en charge la formation de soldats et d'officiers et la fourniture de matériel de transport : «Je crois que cette coopération a atteint un degré de plénitude tel qu'il ne me paraît pas possible qu'en dehors du renforcement des liens d'amitié il y ait beaucoup de progrès à attendre».

Zimbabwe : la Lonrho entre en scène

La Lonrho (London and Rhodesian Mining and Land Company) est un trust anglais qui possède d'énormes intérêts en Rhodésie et dans d'autres pays africains. Depuis douze ans, elle a toujours soutenu le régime raciste de Smith qui constituait pour elle la meilleure garantie.

Aujourd'hui la Lonrho fait tout pour mettre en selle un «gouvernement modéré» africain et éviter l'arrivée au pouvoir du Front Patriotique du Zimbabwe. C'est Rowland, président du trust qui avait organisé le 25 septembre une rencontre secrète entre Smith et Kaunda, président de la Zambie. Le 8 octobre, Rowland a envoyé son représentant de Rhodésie, Kruger, à l'île Maurice, pour voir s'il est possible d'y organiser une «réunion au sommet» sur le Zimbabwe. Cette initiative aurait pour but de prendre les devants dans la discussion sur la question du Zimbabwe à l'ONU et d'associer à un prétendu règlement, d'anciens dirigeants du mouvement de libération, en dehors du Front Patriotique.

Points de repère sur la Mauritanie

Par Jean-Pierre CHAMPAGNY

Depuis 1975, le régime d'Ould Daddah est engagé aux côtés du Maroc de Hassan II dans une aventure expansionniste : la guerre contre le peuple sahraoui. Aujourd'hui, le cours de cette guerre remet doublement en cause l'indépendance de la Mauritanie : d'une part Hassan II, étendant son intervention dans ce pays veut y renforcer toujours plus sa mainmise ; d'autre part, l'endettement sans précédent de la Mauritanie à l'effort de guerre remet en cause certains acquis de sa lutte pour l'indépendance économique.

1 - L'INDÉPENDANCE EN QUESTION

A partir de 1973, le gouvernement mauritanien avait pris un certain nombre de mesures allant dans le sens de l'impérialisme économique et de la rupture avec l'impérialisme. Il était sorti de la zone Franc, en juillet 1973, créant une monnaie nationale, l'ouguyia, il avait révisé les accords de coopération avec la France, ce qui avait abouti au départ de conseillers militaires de ce pays. De plus, le gouvernement Ould Daddah décidait en novembre 1974 de nationaliser la MIFERMA, entreprise française d'exploitation du minerai de fer.

Au mois de décembre 1975, le gouvernement mauritanien engage le pays dans la guerre contre le peuple sahraoui, suivant en cela de près, le régime d'Hassan II. Juste avant le début des opérations, Ould Daddah se rend lui-même à Paris pour négocier l'aide logistique et militaire de l'impérialisme français : il rencontre Giscard, Chirac et Abelin (alors ministre de la Coopération). Désormais, la présence militaire française est relancée et va aller en se renforçant.

Ce n'est sans doute pas un hasard si c'est juste après le début de la guerre, le 28 janvier 1976, qu'est signé l'accord d'indemnisation de la MIFERMA, à des conditions très favorables pour l'impérialisme français : 90 millions

de dollars dont 40 payés dès le mois d'avril 1976, le reste remboursable en tranches annuelles de 10 millions de dollars ! De plus aucun accord n'est conclu pour garantir le prix du minerai de fer, ce qui laisse aux acheteurs français et occidentaux la possibilité d'agir dans une position de force : en effet, l'organisation internationale des producteurs de fer est faible, et la situation du marché du minerai de fer se dégrade.

En avril 1976 alors que depuis 3 ans, les relations s'étaient distendues, se réunit une grande commission franco-mauritanienne, avec la participation du ministre de l'Économie : un retour de l'impérialisme français est ainsi officiellement sanctionné. Depuis cette époque, l'encadrement militaire et la vente d'armes (jeeps, half-tracks) ne cessent de se développer. La formation des officiers mauritaniens est entièrement assurée par des officiers français à l'école d'Attar, tandis que les pilotes mauritaniens sont formés en France. *



— Superficie : 1 030 700 Km²
— Population : 1 227 000 habitants (en 1972)

— Densité : 1 habitant / Km²

— Principales ressources : minerai de fer, minerai de cuivre, gypse, phosphate, sel, Elevage, pêche, gomme arabique.

— Monnaie nationale : l'ouguyia (10 ouguyias = 1 F.F.)

L'effort de guerre considérable du régime mauritanien accroît son endettement qui passe de deux milliards six cents mille ouguyas (1) en 1972 à plus de 13 milliards en 1976. Alors que la rupture avec l'Algérie provoque la remise en cause de projets communs (raffinerie de pétrole, notamment), Ould Daddah doit désormais réaliser ses «projets de développement», en tenant nettement plus compte, semble-t-il, des conditions des impérialistes. C'est ainsi que la Banque mondiale vient d'imposer à la Mauritanie un groupe de «conseillers économiques» chargés, de prendre en main la planification pendant 3 ans. D'autre part, aux termes d'un accord signé le 16 septembre dernier, les États-Unis contrôlent intégralement le programme de culture et d'élevage dans le Sud du pays, qu'ils financent par le biais de l'USAID. De son côté, tout en essayant d'étendre son influence en Algérie en multipliant ses ventes d'armes à la faveur du conflit, l'URSS profite également des faiblesses du régime mauritanien. Alors qu'elle pille avec ses chalutiers les eaux de la Mauritanie, elle vient d'inaugurer un Centre d'études et de recherches dans le domaine de la pêche et de l'océanographie. Tous les techniciens de ce centre, entièrement construit par l'URSS, seront soviétiques. Ces projets, qui, parmi d'autres échapperaient largement au contrôle du gouvernement mauritanien, semblent indiquer un certain recul par rapport à la période d'avant la guerre où Ould Daddah s'efforçait, par des relations avec le reste du Tiers-Monde, de progresser vers une économie indépendante.

(1) - 1 F F = 10 ouguyas

Afrique du Sud : le boycott en question

Saisi par les pays africains du groupe du Commonwealth, le Conseil de Sécurité de l'ONU doit bientôt se prononcer sur les mesures à prendre pour l'application effective de l'embargo pétrolier qui frappe la Rhodésie depuis douze ans. L'ONU devrait obliger l'Afrique du Sud à couper les vivres au régime de Smith, faute de quoi Prétoria serait lui-même soumis à un embargo.

Le boycott est une hypothèse sur laquelle les hommes d'affaires sud-africains travaillent. Un séminaire de patrons réuni au début du mois à Johannesburg a lancé un appel aux bourgeois occidentales pour qu'elle ne s'associe pas à un tel projet : «Un véritable boycott, destiné à freiner nos approvisionnements et nos exportations risquerait d'avoir pour conséquence une déstabilisation de toute la région de l'Afrique Australe».

D'autre part, l'Afrique du Sud est actuellement touchée par le même phénomène que la Rhodésie : une accélération de l'émigration blanche qui n'est plus compensée par l'arrivée d'immigrants. C'est après le début de la révolte de Soweto (juin 76) que l'immigration en Afrique du Sud a commencé à diminuer. En 1977, le nombre des départs est supérieur à celui des entrées pour le mois de juin, le «déficit» était de 366 personnes.

Panama : un traité difficile à déchiffrer

Plus d'un mois après la signature du nouveau traité sur le canal de Panama, il a fallu que, la semaine dernière, le général Torrijos, chef du gouvernement de Panama rencontre Carter pour éclaircir l'interprétation des clauses de ce traité. Il est prévu dans ce traité que les USA peuvent garantir «le libre accès et la sécurité du canal». Selon certaines déclarations du gouvernement américain, ce passage impliquait un droit d'intervention directe. Telle n'est pas la version du gouvernement panaméen.

A la suite, de la rencontre de Torrijos et Carter jeudi dernier, le gouvernement de Panama faisait état d'une «claire compréhension des termes du traité» des deux côtés. Ce qui n'est pas réglé, par contre, c'est le problème que posent à Carter les sénateurs américains : ceux-ci ne veulent ratifier qu'une interprétation «dure» du traité, c'est-à-dire le droit d'intervention selon le bon vouloir américain.

abonnez-vous



**LA CARTE D'ABONNÉ AMI
DU QUOTIDIEN DU PEUPLE
VOUS DONNE DROIT :**

A un abonnement à

- *Front Rouge*, revue politique et théorique du PCRmi
- *Pékin Information*
- *La Chine en Construction*
- Reception du *Manifeste pour le Socialisme*

manifeste

pour le socialisme

**PARTI COMMUNISTE REVOLUTIONNAIRE
Marxiste-Léniniste**

Voici la nouvelle formule d'abonnement que nous proposons à nos lecteurs pour l'année 77-78. Le succès d'une telle formule est d'une grande importance pour le Quotidien.

L'abonnement, par l'avance sur ventes qu'il constitue, par la régularité des rentrées qu'il permet, contribue évidemment de façon notable à l'équilibre du budget du journal, au point d'être absolument nécessaire.

D'autre part, cette formule abonné-ami est un moyen de resserrer les liens entre les lecteurs et leur journal. Cela ressort nettement du bilan de notre première campagne d'abonnements. La réception des publications du PCR, notamment la réception du Manifeste pour le socialisme, celle de Front Rouge, la participation à nos meetings et réunions, ont permis à beaucoup de nouveaux lecteurs de mieux connaître notre parti. Dans le même temps, nombreuses étaient les lettres de ces abonnés qui faisaient connaître leur point de vue sur le journal, ou apportaient une contribution en suscitant un débat sur d'importantes questions politiques...

Cet aspect, nous tenons à le développer largement cette année. La volonté d'œuvrer au resserrement des liens entre les lecteurs et le journal, a trouvé, par exemple cet été, l'occasion de s'exprimer au cours du voyage en Albanie qui a

réuni, dans une ambiance fraternelle, des abonnés-amis du Quotidien. Des participants au voyage ont d'ores et déjà fait part de leur intention de contribuer plus activement à la réalisation du journal, en écrivant régulièrement, en transmettant des correspondances qui enrichiront son contenu.

Ceci est très important car c'est aussi grâce à l'aide des lecteurs que le journal améliorera la qualité de ses articles, afin de prendre toute sa place dans le débat politique qui, à quelques mois des échéances électorales et de leurs lendemains, se déroule parmi les travailleurs.

Les acquis en ce qui concerne la participation des lecteurs, les liens avec le journal, nous nous efforcerons de notre côté de les consolider. Dès maintenant, avec la parution en édition du soir, nous prenons des mesures qui devraient permettre pour nos abonnés, en particulier nos abonnés parisiens, un acheminement plus rapide du journal.

Agissons ensemble pour que le Quotidien du Peuple soit une arme vraiment efficace dans les combats qui s'annoncent pour la révolution socialiste.

et à un livre ou un disque au choix

Le tome V de Mao Tsé-toung, dès sa parution en France.

Ou parmi les livres :

- *Eugène Varlin, pratique militante et écrits d'un militant communiste* (Paule Lejeune)
- + *La Commune en bandes dessinées*
- *Les dix jours qui ébranlèrent le monde* (John Reed)
- *Ma plume au service du prolétariat* (Haoran)
- *Les enfants de Xisha* (Haoran)
- *Danger ! Amiante* (Collectif intersyndical sécurité des universités Jussieu CFTD, CGT, FEN)
- *La Commune de Paris* (Lissagaray)
- *La Chine à la mort de Mao* (Alain Bouc)
- *L'usine de la peur* (Daniel Bouvet)

Parmi les disques :

- *Kan Bate lu poblek breizh*, chants pour le peuple breton, soutien aux familles des détenus politiques bretons
- *Viva la Vida*, Carlos Andreou
- *Terre de ma patrie*, chants palestiniens de l'intérieur par Mustapha El Kurd et la troupe de Balaline
- *Radio Renaissance*, chants interprétés par le GAC
- *Au choix, disques chiliens : Checca*
- Chile* *Resistencia*
- *Naussec*
- *La Résistance Palestinienne chantée par ses enfants*
- *Ki Du* (Gilles Servat)
- *Ce branle dans le manche* (François Tusques)
- *Le pouvoir des mots* (Gilles Servat)
- *Dansons avec les travailleurs immigrés* (François Tusques)



sur présentation de la carte abonné ami du Quotidien du Peuple

— Entrée gratuite dans les meetings et réunions du PCRmi

— réductions dans certaines librairies et cinémas dans les grandes villes

Librairies

- Besançon** Lib. Les Sandales d'Empédocle (10%)
Place Victor Hugo - 138 Grande Rue
- Bordeaux** Lib. Mimesis (10%)
5, bis rue Grassi
- Bourges** Librairie Nathanaël (10%)
4, cours Avericum
- Brest** Lib. Graffiti (10%)
Place St Louis
- Clermont-Ferrand** Lib. Jean Rome (10%)
1, rue des Gras
- Lannion** Lib. Giraudon (10%)
30, rue de Kerampont
- Lille** Librairie Populaire
40, rue Jules Guesdes
- Lyon** Librairie Populaire (15%)
226, rue Duguesclin (3^e)
- Marseille** Librairie Lire (10%)
Rue Sainte (1^{er})
- La Rochelle** Librairie «La Genette» (5%)
Rue Rougemont
- Caen** La Licorne rue froide
- Nantes** Librairie 71
29, rue Jean Jaurès (10%)
- Nice** Le Temps des Carises
50, bd de la Madeleine (10%)
- Orléans** Les Temps Modernes
Rue, N.-D. de Recouvrance (5%)
- Paris** Librairie de Valois
25, rue du Valois (1^{er}) (10%)
Les joueurs de A (12% liv. politiques)
9, rue des Lions St-Paul (10%)
L'Harmattan
18, rue des Quatre Vents (6^e) (10%)
Tschann
83, bd du Montparnasse (14^e) (10%)
Plasma
41, rue Saint Honoré (10%)
33% sur les Éd. P.-J. Oswald
7, rue de l'École Polytechnique (5^e)
- Reims** Le grand jeu 28 rue Colbert

Cinémas

- Paris** Saint Séverin
12, rue St-Séverin (5^e)
Tarif étudiant : 10 F
La Clef
21, rue de la Clef (6^e) (tarif étud.)
Seine Cinéma -
8 rue Frédéric Sauton - paris 5^e
- Lyon** Cinématographe
44, cours Suchet (2^e)
Tarif collect. (5 tickets : 40 F)
Le Canut
32, rue Leynaud (1^{er}) (tarif étud.)

Nom (en capitales).....
Prénom.....
Ville.....

Date :

Mode de versement : — en une fois — en trois fois

Indiquez par une croix dans les cases vos différents choix.
Découpez et renvoyez au Quotidien du Peuple

BP 225 75924 Paris Cédex 19.
Crédit Lyonnais Agence ZU compte n° 7713 J.

- Abonnement normal 350 F
- Abonnement de soutien 600 F
- ... F

Le prix de l'abonnement est de 350 F, qui peuvent être versés soit intégralement à la commande, soit en trois fois (200 F à la commande, puis 100 F, et 50 F), échelonnés sur trois mois. Nos abonnés disposeront d'une carte «abonné-ami», qui leur donnera un certain nombre d'avantages, dont nous publions la liste ci-dessus.

PROGRAMME TÉLÉ Lundi 17 octobre

TF 1
18 h 00 - A la bonne heure.
18 h 35 - Pour les jeunes
19 h 00 - Recherche dans l'intérêt des familles
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Une minute pour les femmes. *La lutte contre le cancer*
19 h 45 - Eh bien raconte
20 h 00 - Journal
20 h 30 - La colline des hommes perdus. Avec Sean Connery
22 h 30 - Archives du XX^e siècle. *Gabriel Marcel*
23 h 30 - Journal et fin

A 2
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 45 - Ouvrez l'œil
20 h 00 - Journal
20 h 30 - La tête et les jambes
21 h 55 - Les chemins de Chagall
22 h 45 - Bande à part. *Portrait d'une adolescente*
23 h 15 - Journal et fin
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Tribune libre
19 h 55 - Flash journal
20 h 00 - Les jeux de vingt heures
20 h 30 - Cinéma public : *Monsieur. Film de Jean-Paul Le Chanois (1964) avec Jean Gabin*
22 h 15 - Journal et fin

FR 3
19 h 05 - Télévision régionale
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Tribune libre
20 h 00 - Les jeux de vingt heures
20 h 30 - *Monsieur. Film de Jean-Paul Le Chanois (1964) avec Jean Gabin*
22 h 15 - Journal et fin

Mardi 18 octobre

TF 1
18 h 00 - A la bonne heure
18 h 35 - Pour les jeunes
19 h 00 - Recherche dans l'intérêt des familles.
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Une minute pour les femmes. *Des associations au service des non-voyants.*
19 h 45 - Eh bien, raconte
20 h 00 - Journal
20 h 30 - Bienvenue au cinéma.
21 h 30 - Les provinciales. *Le fermier de Monbouquet*
22 h 35 - Concert. *Concerto pour violon et orchestre en ré majeur, de Beethoven*
23 h 35 - Journal et fin

A 2
17 h 55 - Fenêtre sur... *Les arts du métal travaillé*
18 h 40 - C'est la vie.
18 h 55 - Des chiffres, et des lettres
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 45 - Ouvrez l'œil
20 h 00 - Journal
20 h 35 - Les dossiers de l'écran. *Une affaire de viol, film américain de Boris Sagal 1974.*
23 h 30 - Journal et fin

FR 3
18 h 45 - Pour la jeunesse
19 h 05 - Télévision régionale
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Tribune libre
19 h 55 - Flash journal
20 h 00 - Les jeux de vingt heures
20 h 30 - Westerns, aventures, films policiers : *L'homme aux cols d'or, film américain*
22 h 15 - Journal et fin



Le magazine de Antenne 2 «Un sur cinq», mercredi après-midi, présentera une émission sur l'Afrique du Sud, dans le cadre d'une nouvelle rubrique intitulée «Sans frontières», et préparée par Jean-Jacques Pasquier.

Au cours de la première émission, mercredi 19 octobre, un jeune Blanc sud-africain sera confronté à un jeune Noir de Soweto.

Le Comité Anti-Outspan qui milite contre l'Apartheid souligne dans un communiqué que c'est la première fois qu'un Noir d'Afrique du Sud, représentant de la lutte de libération, aura la possibilité de s'exprimer en direct à la télévision française.

Il invite à regarder cette émission et se félicite «d'avoir contribué à cet événement en s'occupant de faire venir pour cette occasion un jeune membre

de l'ANC (African National Congress, mouvement de libération africain), qui a quitté son pays après les événements de Soweto et réside actuellement à Londres, et en prenant à sa charge les frais de ce déplacement».

A cette époque, la CAO (Campagne anti-outspan) dénonce l'aide apportée par TF 1 à la propagande du régime raciste de Prétoria. C'est ainsi que TF 1 avait donné la parole au docteur Barnard au cours du magazine «Événements» du 5 mai 77. Barnard, avait accusé de malhonnêteté intellectuelle tous ceux qui diffusent une information véridique sur l'apartheid, comme la CAO. TF 1 lui a alors proposé de tourner son propre documentaire, ce qu'il fait actuellement.

La CAO considère que «cette proposition de TF 1 est réellement scandaleuse, quand l'on sait qu'au-

POUR LA PREMIÈRE FOIS EN DIRECT A LA TÉLÉ

UN NOIR D'AFRIQUE DU SUD

cun Noir Sud-Africain n'a jamais été invité à s'exprimer sur cette chaîne, et quand l'on connaît les sommes énormes déjà consacrées par le régime raciste sud-africain à présenter de lui une image convenable à l'étranger».

Il ne fait aucun doute en effet, que malgré ses apparences libérales, Bar-

nard est entièrement solidaire du régime raciste de Prétoria, comme cela apparaît dans ses déclarations et dans ses écrits.

L'émission «Sans frontières» au cours de laquelle interviendra le jeune Noir de Soweto est malheureusement à une heure de faible écoute : en fin d'après-midi.

Pour s'informer sur l'Afrique du Sud

Un livre de René Lefort : «L'Afrique du Sud. Histoire d'une crise», vient de sortir aux éditions Maspéro dans la petite collection. Ce livre fait le point de la situation après la révolte de Soweto. Les publications du Comité anti-Outspan : «Apartheid Non», en particulier (CAO-COCIAA, 46 rue de Vaugirard 75006 PARIS).

Paul Bernetel «Les enfants de Soweto» (Stock).
Brigitte Lachartre : «Luttes ouvrières et Libération en Afrique du Sud» (Syros).
Serge Thion : «Le pouvoir pâle» (Le Seuil)

Elise ou la vraie vie

Claire Etcherelli

Collection «Lettres Nouvelles»
copyright Édition Denoël 95^e épisode

Ils montaient l'escalier en courant. Leurs pieds lourds cognèrent contre les marches. Là, ils atteignaient le palier ; là, ils s'arrêtaient ; là, ils repartaient. Pourquoi Arezki ne voulait-il pas me regarder ? Il fumait. Il avait allumé une cigarette et posé l'allumette noircie au bord de la table. Il fumait, calme en apparence, comme s'il ne comprenait, n'entendait rien. Avec le poing ils frappaient aux portes des chambres. Avec le pied aussi, cela se devinait à la force des coups.

— Police !

— Police !

Je ne pouvais parler, me détendre. Dans le noir, immobile, j'écoutais et, par les bruits,

je suivais le déroulement de la perquisition comme une aveugle. On sifflait maintenant de l'intérieur de l'hôtel. Quelqu'un cria un ordre et les bruits de pas se précipitèrent. Ils avaient atteint notre étage, et couraient aux issues. Les voix prenaient un son étrange, le silence de l'hôtel les amplifiait. Ils avaient de grosses lampes dont le faisceau pénétrait jusqu'à nous par les jointures usées de la porte. L'un, sans doute à la traîne, arriva en courant.

— A la ratonnade, plaisanta-t-il.

Il y eut des rires.

Le plus angoissant était ce silence. Pas de cris, pas de plaintes, aucun éclat de voix, aucun signe de lutte ; des policiers dans une maison vide. Puis soudain, il y eut un roulement, un autre, un bruit sourd de chute, de dégringolade. Et le silence par là-dessus. Dans la rue, quelqu'un criait.

— Allez, allez, allez !

Je fis un effort, je me mis debout et marchai jusqu'à la fenêtre. Des hommes montaient dans les cars cellulaires. A certains on avait passé les menottes. D'autres, dans la file, brossaient leurs coudes, rajustaient leurs pantalons. La nuit était claire, froide, pure. Le réverbère, près du car, éclairait la scène, les hommes en file dont je ne voyais de la vitre que les crânes allongés, la laine noire des cheveux. « O race à tête de moutons et comme eux conduits à l'abattoir... »

Le poème qu'Henri nous avait lu autrefois, lorsque nous attendions la vraie vie. L'un, le dernier de la file, petit, dont les cheveux brillèrent quand il traversa le rond lumineux, ralentit et fouilla dans sa poche. Son nez devait saigner. Il renversait la tête, s'épongeait avec sa manche. Un des policiers l'aperçut, se précipita, saisit aux

épaules le petit homme et lui bourrant le dos de coups, le jeta vers la voiture. L'autre manqua la marche, tomba la face sur le pavé. Je me détournai. Je ne bougeai pas tout de suite. Chaque geste

me semblait indécent mais je n'en pouvais plus de rester dans ce noir, ce silence, dans cette fumée âcre qui sortait des lèvres d'Arezki, montait, se tordait, se perdait dans les angles. Pourquoi Arezki ne me parlait-il pas ? Il n'avait pas encore bougé. Cette fois, ils frappaient à la porte voisine. Les bizarreries de la construction avaient relégué notre chambre dans un embryon de couloir à droite des cabinets. Il leur fallait les visiter toutes avant d'arriver à notre porte. Mais que faisaient-ils là-dedans ? Et les autres, pourquoi ne se débattaient-ils pas ? ne criaient-ils pas ? J'allais bouger. Je retournerais m'asseoir auprès d'Arezki, je prendrais son bras, je m'y accrocherais. Un cri monta, bref, étouffé. Une galo-pade vers notre porte. Celui qui se ruait vit-il les issues gardées ? Il sembla piétiner, respirant vite et fort, mais les autres déjà le rattrapaient. J'entendis le choc, les exclamations, les coups, le corps traîné, lancé dans l'escalier, le roulement contre les marches. Une musique éclata. « L'Aïd, l'Aïd ». Des claquements de mains, une voix de femme en délire, un bruit d'objet brisé, le tourne-disque sans doute.

C'était à nous. Cela se fit très vite. Arezki alluma, tourna la clé. Ils entrèrent. Ils étaient trois. Quand ils m'aperçurent, ils sifflèrent.

— Lève tes bras. Algérien, Marocain, Tunisien ?

à suivre

Le Festival de la femme

LA FEMME ENJEU COMMERCIAL

Propos recueillis par Monique NOUA

Intervention des groupes femmes

Le commissariat de police s'était mis en contact avec les organisateurs du Festival précisant que si des groupes de Femmes venaient à 18 h en manifestation, elles seraient embarquées pour ne pas arriver jusqu'au Palais des Congrès.

Réponse de Guillermo : « Il n'en est pas question, laissez-les venir même distribuer des tracts. Nous sommes d'accord pour leur donner la parole de la salle. Vous n'intervenez que s'il y a des dégâts... »

Les groupes de Femmes se rassemblent devant le podium (en grand nombre et au-dessus au 1^{er} étage). Dans le cours du débat, les femmes d'entreprises CFDT font tomber des tracts en les faisant voler jusqu'à la tribune et l'auditoire face à la tribune. Une distribution est faite en même temps aux gens venus aux différents stands et les groupes femmes engagent la discussion avec les artisans

pour expliquer leurs positions.

Avant que le débat commence, elles tentent d'avoir la parole en le demandant aux organisateurs. Les flics qui barrent l'entrée de la tribune les empêchent de rencontrer qui que ce soit. Elles décident alors de boycotter en partie le débat. Elles dénoncent le caractère de vedettariat de la tribune. Deux femmes quittent la tribune. Elles disent que se reconnaissant plus dans leur démarche, elles rejoignent les femmes dans la salle, et qu'elles interviendront de la salle. Au cours du débat, deux femmes tentent de monter à la tribune. L'accès leur est barré par les flics qui se tiennent devant la porte. La pression de la foule se fait de plus en plus forte. Pierre Guillermo à la tribune s'adressant à l'une des participantes : « On a été c... On a fait ça le dernier jour, et il n'y a pas de journaux le dimanche... C'est c..., c... »

• Une femme évaporée qui sort d'un cornet rouge noué d'une faveur rose, le symbole du festival était parfait. Les organisateurs du « festival de la femme » qui s'est déroulé du 12 au 15 octobre au Palais des Congrès à Paris voulaient faire moderne et libéral, et récupérer le mouvement féministe pour vendre. Aussi loin qu'ils aient poussé la démagogie, ils n'ont pas su éviter des manifestations aussi voyantes de leur conception des femmes. La femme dans le cornet étant en effet l'emblème choisi pour ce festival commercial, même la déléguée gouvernementale aux questions féminine, Mme Pasquier, a protesté contre la « femme bonbon » ainsi exposée.

Ce festival était lancé par la Chambre de Commerce de Paris, propriétaire du rez-de-chaussée du Palais des Congrès, et des boutiques qui y sont installées. Le centre commercial marche mal, les loyers sont élevés et les commerçants ne vendent pas assez pour rentabiliser leurs fonds. Quand le commerce marche mal, on organise une semaine commerciale, mais celle-ci n'a pas relancé les affaires. Les dirigeants de la Chambre Commerciale, se sont donc adressés à un

organisateur du festival et lui ont offert 40 millions pour organiser le festival de son choix. Guillermo, l'organisateur, a eu carte blanche, pourvu qu'il fasse de la publicité au centre. Il y a une règle que connaissent bien tous les publicitaires : « Pour faire vendre, cherchez la femme ». C'est ce qu'a fait Guillermo : il a organisé le « premier festival de la femme ». Pour appâter les participants et le client, on a donné à ce festival des dehors culturels et féministes, et tenté de masquer l'aspect commercial. Des débats : la femme et la politique, et la femme et l'amour, la condition féminine 2 ans après « l'année de la femme », des expositions : l'art au féminin, des animations : la femme et la mode, la femme et la musique... Au rez-de-chaussée, à côté des boutiques, des artisans avaient leur échoppe : des femmes pour la plupart, mais sans le droit de vendre, juste celui d'exposer, pour ne pas faire concurrence aux boutiques. Mais, tout cela n'avait qu'un seul et unique but : faire la promotion commerciale des boutiques du Palais des Congrès. Les organisateurs espéraient même la visite de groupes femmes. Ils n'ont pas été déçus ! Mais, à cette occasion, ils ont révélé les limites de leur libéralisme en les empêchant de s'exprimer et en déployant leurs flics.

c. Si on avait su, on aurait fait ça le premier jour... »

La tribune ne pouvant plus intervenir, l'animateur lève la séance. Les groupes femmes scandent « On veut parler » pendant un bon moment : beaucoup scandent aussi « contraception libre et remboursée », « A bas la virginité fasciste ».

Le débat se poursuit donc dans la salle entre le Docteur Hélène Bernard et des femmes qui sont restées. Une employée de la Chambre de Commerce intervient : « Vous vous rendez compte que je suis là depuis trois jours pour écouter. Toutes les jeunes femmes qui travaillent en bas m'ont dit que c'était en fin de compte une semaine commerciale pour faire revivre les boutiques ici, qui estiment que le loyer est trop cher et qu'elles ne peuvent plus vendre ». Une autre salariée de la Chambre de Commerce intervient à son tour : « Oui parce que tout ce qui est boutique du Palais des Congrès est déficitaire. Or la Chambre de Commerce a investi plusieurs milliards sur ce Palais des Congrès. La Chambre de Commerce est financée uniquement par nos impôts, ce sont les travailleurs d'ici et les autres travailleurs qui payent le Palais des Congrès. Et nous les femmes qui travaillons à la Chambre de Commerce, il faut voir comment on nous traite. On licencie des femmes, qui ont moins de 35 ans à la Chambre de Commerce de Marseille parce qu'elles ne sont plus assez « consommables » pour messieurs les clients. Il faut savoir qu'à la Chambre de Commerce de Quimper le port du pantalon est strictement interdit. D'autre part, il y a eu une grève du personnel de la Chambre de Commerce de Paris, il y a un an, où les femmes avaient comme revendications, parce qu'elles travaillaient dans des locaux absolument dégueulasses, qu'on leur donne un chauffage d'appoint pour l'hiver. Savez-vous ce qu'a répondu le directeur de la Chambre devant le président : « Ces femmes n'ont qu'à se tricoter des pulls, elles auront moins froid aux fesses ! » Et c'est eux qui ont organisé le festival ! »



Quelques réactions

— QDP : Qu'est-ce que vous pensez de ce qui se passe ?

— Une jeune fille (22 ans au chômage) : Je trouve que cela ne donne pas une image réelle de la majeure partie des femmes, parce que c'est assez guindé et disons c'est pour une couche sociale assez bien définie, on n'y trouve pas ce qui peut intéresser la majeure partie des femmes.

— Qu'est-ce qui est absent à votre avis de ce festival, en ce qui concerne les problèmes qui se posent aujourd'hui aux femmes ?

— On ne voit pas du tout le problème des enfants, ni les problèmes du travail.

— Un jeune homme sortant de l'armée (22 ans) : Je trouve qu'on cherche surtout à montrer des thèmes pour occuper les femmes, ce sont des loisirs assez coûteux, c'est donc réservé à une certaine classe sociale. Je ne crois pas qu'on intéressera des ouvrières ici. C'est l'impression que j'en ai.

Pierre GUILLERMO Organisateur du Festival

Le terme de festival n'est pas tout à fait adapté à la manifestation que nous présentons. Il s'agit plus d'un « salon » que d'un festival. On n'a pas voulu faire des stands de vente. Les femmes artisans qui sont ici ne sont pas là du tout pour vendre, mais pour montrer ce qu'elles font et donner une information aux femmes. Nous n'avons pas voulu vendre des entrées, nous n'avons pas voulu louer des emplacements.

Le festival est financé par la Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris qui comme d'habitude loue ce lieu et qui justement pour la première fois, ne l'a pas loué, mais l'a donné, ce qui justifie les lieux dans lesquels nous sommes. Pour l'instant, ce qui était important pour nous, c'était venir avec peu de moyens, un impact suffisant pour la première opération, de façon à pouvoir faire une opération plus dense par la suite.

Extraits d'un tract distribué par le syndicat CFDT parisien de la Chambre de Commerce et d'Industrie

C'EST UN FESTIVAL COMMERCIAL

Cela se déroule dans l'enceinte commerciale du Palais des Congrès (payé par nos impôts) qui est en déficit. C'est une opération commerciale !

Sous couvert du progrès social (comme la très officielle « année de la femme ») il veut simplement relancer la consommation, le commerce, en utilisant la femme comme étant la plus grande consommatrice ; il suffit de voir la publicité, partout, pour comprendre à quel point la femme est un enjeu commercial de taille...

C'EST UN FESTIVAL DU MÉPRIS

Il vise à rabaisser la femme au niveau d'un gadget publicitaire (voir le dessin retenu pour symboliser cette manifestation commerciale), que l'on standardise (« la femme et la mode »), dont on fait un objet sexuel (« la femme et la beauté »), que l'on relègue à la cuisine (« la femme et la gastronomie »), ou à la nurserie (« la femme et l'enfant »), que l'on utilise comme appât pour la clientèle (« la femme et Air France »), que l'on voudrait amener à s'aligner sur les comportements masculins les plus discutables (« la femme et l'armée »).

C'EST UN FESTIVAL DE FUTILITÉ

En effet, il ignore volontairement bien d'autres aspects, non « publicitaires », de la femme :

— La femme et l'emploi : les plus bas salaires, les premières licenciées.

— La femme et la double journée : travail dans l'entreprise, travail à la maison.

— La femme au foyer : sa déqualification, prise en charge de l'éducation des enfants, son isolement (...)

INTERVIEW D'UN GROUPE FEMME

— QDP : Il n'y a pas eu de possibilité de s'exprimer ?

— Groupe Femmes : Quand on a voulu prendre la parole, le micro baladeur qui devait servir aux gens dans la salle était coupé. Et quand on a voulu monter sur la scène le premier réflexe des organisateurs a été de dévisser tous les micros des extrémités de fils. En effet comme on ne pouvait pas parler dans la salle, on a essayé de monter sur scène pour parler effectivement et ça n'a pas été possible car des hommes se sont mis à 3 puis à 4 puis tous.

— Une autre : Quand on a demandé à aller sur la scène pour pouvoir donner notre point de vue, ils ont dit « d'accord mais une par une ». Puis ils ont essayé de gagner du temps en disant qu'ils n'étaient « pas qualifiés » pour prendre une décision. Pendant ce temps, la foule de ces messieurs musclés grossissait. Quand on a voulu entrer en force parce

qu'on se rendait compte qu'ils ne nous laisseraient pas parler, ne serait-ce qu'une, nous avons été repoussées.

— G.F. : On n'a pas donné la parole à la femme mais aux gadgets de la femme : Jour de France, Elle, le tissage, la poterie, la tapisserie etc.

— Béatrice : Je crois que ça aurait été bien de faire participer le mouvement ouvrier, les femmes de la CGT et de la CFDT mais aussi de prendre contact avec les femmes qui travaillent ici, car je crois qu'elles travaillent dans des conditions particulièrement déplorables. Une autre critique qu'on peut faire aux groupes femmes, c'est que les mots d'ordre ont surtout abordé et même seulement les problèmes sexuels. On n'a pas du tout abordé les conditions de travail des femmes ici, les conditions de sécurité. Je crois que c'est aussi à nous de nous adresser aux femmes du MLF pour leur faire comprendre ça.